



CHAPITRE 263

Loi des arpenteurs

SECTION I

DES ARPENTEURS

§ 1. — *Disposition déclaratoire et interprétative*

«Arpen-
teur».

1. Le mot « arpenteur », dans la présente loi, signifie arpenteur géomètre (en abrégé A. G.) et se traduit en anglais par *Quebec Land Surveyor* (en abrégé Q. L. S.). S. R. 1941, c. 271, a. 2.

§ 2. — *De la constitution en corporation des arpenteurs*

Corpo-
ration.

2. Les arpenteurs autorisés par la présente loi à exercer leur profession dans la province, sont constitués en corporation sous le nom de « les arpenteurs géomètres de la province de Québec ». S. R. 1941, c. 271, a. 3 (*partie*).

Sceau.

3. Le sceau de la corporation doit porter l'inscription suivante: « Arpenteurs géomètres de Québec ». S. R. 1941, c. 271, a. 3 (*partie*).

Pouvoirs
généraux.

4. Les droits, pouvoirs et privilèges accordés par la loi aux corporations ordinaires sont, par la présente loi, conférés à la corporation des arpenteurs de la province de Québec. S. R. 1941, c. 271, a. 4.

Pouvoirs:
Biens;

5. La corporation a plein pouvoir:
1^o D'acquérir et posséder des biens meubles et immeubles et d'en jouir pourvu qu'ils n'excèdent pas en valeur la somme de vingt mille dollars;

CHAPTER 263

Land Surveyors Act

DIVISION I

LAND SURVEYORS

§ 1.—*Declaratory and Interpretative*

1. The word "surveyor" in this act means a Quebec Land Surveyor (*in abbreviated form* Q. L. S.), and, in French, "Arpenteur-Géomètre (*in abbreviated form* A. G.)". R. S. 1941, c. 271, s. 2.

§ 2.—*Incorporation of Land Surveyors*

2. The land surveyors authorized by this act to practise as such in the Province are constituted a corporation under the name of "Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec". R. S. 1941, c. 271, s. 3 (*part*).

3. The seal of the corporation shall bear the following inscription "Land Surveyors and Geometers of Quebec". R. S. 1941, c. 271, s. 3 (*part*).

4. The rights, powers and privileges granted by law to ordinary corporations are hereby granted to the said Corporation. R. S. 1941, c. 271, s. 4.

5. The Corporation shall have power:
(1) To acquire, possess and enjoy property moveable and immoveable, provided the total value thereof does not exceed twenty thousand dollars;

Règle-
ments.

2° De passer des règlements non incompatibles avec les dispositions de la présente loi:

a) Pour la gouverne, la discipline et l'honneur de ses membres;

b) Pour l'administration de ses biens;

c) Pour le soutien de la corporation par voie de contributions ou autrement;

d) Pour l'élection d'un bureau de direction;

e) Pour l'examen et l'admission des aspirants à l'étude ou à la pratique de la profession;

f) Pour la fixation des honoraires pour services professionnels;

g) Pour tous autres objets nécessaires au bon fonctionnement de la corporation. S. R. 1941, c. 271, a. 5.

§ 3. — Du bureau de direction

Bureau.

6. Les pouvoirs accordés par la présente loi à la corporation des arpenteurs, sont exercés par un conseil général portant le nom de « Bureau de direction des arpenteurs géomètres de la province de Québec ».

Règle-
ments.

Au bureau de direction est délégué le droit de faire les règlements de la corporation et l'obligation de les faire exécuter; mais avant d'être sanctionnés, ces règlements doivent être soumis à l'approbation des membres de la corporation suivant le mode adopté par le bureau de direction.

Preuve.

Dans toutes les poursuites intentées par le président du bureau de direction au nom de la corporation contre un arpenteur pour le recouvrement de contributions et autres redevances, il suffit, pour établir que le défendeur est membre de la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec, de prouver qu'un diplôme ou une licence d'arpenteur lui a été accordé. S. R. 1941, c. 271, a. 6.

Composi-
tion du
bureau.

7. Les membres élus de ce bureau de direction sont au nombre de onze, parmi lesquels sont choisis un président, deux vice-présidents, un, deux ou trois syndics, selon le besoin, et un secrétaire-trésorier.

Sec.-trés.,
syndics.

Cependant le secrétaire-trésorier et les syndics peuvent être choisis parmi les membres de la corporation ne faisant pas

(2) To pass by-laws, not inconsistent with the provisions of this act, for the:

By-laws.

(a) Government, discipline and honour of its members;

(b) Management of its property;

(c) Maintenance of the Corporation by levying contributions or otherwise;

(d) Election of a Board of Management;

(e) Examination and admission of candidates to the study or practice of the profession;

(f) Establishing fees for professional services;

(g) All other objects necessary for the proper working of the Corporation. R. S. 1941, c. 271, s. 5.

§ 3.—Board of Management

6. The powers conferred by this act on the said Corporation shall be exercised by a general council, under the name of the "Board of Management of the Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec".

Board.

The Board of Management may make by-laws for the Corporation and shall cause them to be executed, but, before being sanctioned, such by-laws must be submitted for the approval of the members of the Corporation, in the manner prescribed by the Board of Management.

By-laws.

In all suits instituted by the president of the Board of Management in the name of the Corporation, against any land surveyor, for the recovery of contributions and other dues, proof that a diploma or license as a land surveyor has been granted to the defendant shall be sufficient to establish that he is a member of the Corporation of Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec. R. S. 1941, c. 271, s. 6.

Proof of
member-
ship.

7. The elective members of the Board of Management shall be eleven in number, from among whom shall be chosen a president, two vice-presidents, one, two or three syndics, as may be necessary, and a secretary-treasurer.

Composi-
tion of
Board.

Nevertheless the secretary-treasurer and the syndics may be chosen from among the members of the Corporation not form-

Sec.-
treas., etc.

	partie du bureau de direction, si ce dernier juge la chose opportune.	ing part of the Board of Management, if the Board thinks proper.	
Président honoraire.	Le ministre chargé de la direction des arpentages, ou, en son absence, le sous-ministre, est de droit président honoraire de la corporation. S. R. 1941, c. 271, a. 7.	The Minister having the control of the survey of lands or, in his absence, the Deputy Minister, shall be <i>de jure</i> honorary president of the Corporation. R. S. 1941, c. 271, s. 7.	Honorary president.
Terme d'office.	8. Le terme d'office des membres du bureau de direction est de trois ans.	8. Members of the Board of Management shall hold office for three years.	Term of office.
Élection.	Chaque année il y a une élection pour remplacer les directeurs dont le terme d'office est expiré.	Each year there shall be an election to replace the directors whose term of office has expired.	Election.
Sortie de charge.	Les directeurs sortent de charge de manière à observer le système de rotation existant avant l'entrée en vigueur des présents Statuts refondus, quatre étant sortis de charge lors de l'élection annuelle de 1961, quatre lors de l'élection annuelle de 1962 et trois lors de l'élection annuelle suivante.	The directors shall retire in such manner as to conform to the system of rotation existing before the coming into force of these Revised Statutes, four having retired at the annual election of 1961; four at the election of 1962, and three at the next annual election.	Retirement.
Réélection.	Les membres sortant de charge peuvent être réélus. S. R. 1941, c. 271, a. 8.	The retiring members shall be eligible for reelection. R. S. 1941, c. 271, s. 8.	Reelection.
Quorum.	9. Le quorum du bureau de direction est de six membres. S. R. 1941, c. 271, a. 9.	9. Six members of the Board shall form a quorum. R. S. 1941, c. 271, s. 9.	Quorum.
Décisions.	10. Les questions soumises au bureau sont décidées par la majorité des membres actifs présents, le président ne votant qu'en cas d'égalité des voix. S. R. 1941, c. 271, a. 10.	10. All questions submitted to the Board shall be decided by the majority of the active members present, the president voting only when the votes are equally divided. R. S. 1941, c. 271, s. 10.	Decisions.
Assemblées générales.	11. Les assemblées générales annuelles des arpenteurs, tant pour l'élection des membres du bureau de direction que pour la dépêche des affaires, doivent avoir lieu chaque année, au cours du mois de mai ou du mois de juin, au jour, à l'endroit et à l'heure déterminés par le bureau de direction dans l'avis qu'en donne le secrétaire-trésorier. Le bureau de direction doit se réunir la veille du jour ainsi fixé, pour la dépêche des affaires.	11. The annual general meetings of land surveyors, both for the election of the members of the Board of Management and for the despatch of business, shall be held during the month of May or the month of June in each year, on the day and at the place and hour fixed by the Board of Management in the notice thereof given by the secretary-treasurer. The Board of Management shall meet on the day before that so fixed, for the despatch of business.	General meetings.
Président.	Le président du bureau de direction, ou, en son absence, l'un des vice-présidents, ou, en leur absence, le doyen des membres présents du bureau de direction, ou, s'il n'y a pas de membres présents du bureau de direction, le doyen des membres présents, préside les assemblées générales.	Such meetings shall be presided over by the president of the Board, or, in his absence, by one of the vice-presidents, or, in their absence, by the senior member of the Board present, or, if there be no member of the Board present, then by the senior land surveyor present.	Chairman.
Élection.	L'élection se fait de la manière déterminée par les règlements de la corpora-	The election shall be held in the manner determined by the by-laws of the Cor-	Election.

tion. S. R. 1941, c. 271, a. 11; 8-9 Eliz. II, c. 84, a. 1.

Assem-
blées
spéciales.

12. Des assemblées générales spéciales peuvent avoir lieu et être convoquées, par avis signé du secrétaire et adressé à chaque arpenteur, quinze jours avant la date desdites assemblées, d'après l'ordre du président ou de l'un des vice-présidents agissant à la demande d'au moins dix membres de la corporation. S. R. 1941, c. 271, a. 12.

Droit de
vote.

13. Nul arpenteur n'a droit de voter aux élections des membres du bureau de direction, d'être élu ou de siéger comme directeur lorsqu'il est élu comme tel, s'il ne s'est pas conformé aux règlements du bureau de direction. S. R. 1941, c. 271, a. 13.

Réunion
du
bureau.

14. Le bureau de direction est tenu de se réunir au moins une fois par année, dans la cité de Québec ou ailleurs s'il le juge à propos, dans les quinze jours précédant l'assemblée annuelle, pour l'examen des aspirants à l'étude et à la pratique de la profession et la dépêche des affaires, et il est tenu de donner aux élèves, par lettre recommandée, un avis de dix jours de la date desdits examens. S. R. 1941, c. 271, a. 14.

Rapport.

15. Le bureau de direction est tenu, à chaque assemblée générale annuelle des arpenteurs, avant l'élection de ses membres, de faire un rapport de ses opérations, des questions qui lui ont été soumises, du résultat des examens et en général de toutes les affaires qu'il a eues à transiger ou à régler, pendant le cours de l'année expirée.

Forme.

Ce rapport est soumis, sous forme de procès-verbal, à l'approbation de l'assemblée générale, et reste dans les archives de la corporation sous la garde du secrétaire. S. R. 1941, c. 271, a. 15.

Fonctions:

16. Les attributions du bureau de direction sont:

Discipline;

1° De maintenir la discipline et l'honneur du corps des arpenteurs et de prononcer des censures contre tout membre coupable de quelque infraction à ce sujet;

poration. R. S. 1941, c. 271, s. 11; 8-9 Eliz. II, c. 84, s. 1.

12. Special general meetings may, upon the requisition of at least ten members of the Corporation, be called by a notice, signed by the secretary, and addressed to each land surveyor fifteen days before the date of such meeting, by order of the president or of one of the vice-presidents. R. S. 1941, c. 271, s. 12.

Special
meetings.

13. No land surveyor shall have the right to vote at elections for the Board of Management, to be elected, or to sit as director (if elected as such), unless he has complied with the by-laws of the Board of Management. R. S. 1941, c. 271, s. 13.

Right to
vote, etc.

14. The Board of Management shall meet at least once a year in the city of Quebec or elsewhere if it thinks proper, within the fifteen days preceding the annual meeting for the examination of candidates for admission to study and practise the profession and for the despatch of business; and it shall give to all students a notice of at least ten days of the date of such examination, by registered letter. R. S. 1941, c. 271, s. 14.

Meeting
of Board.

15. At every annual general meeting of land surveyors, the Board shall, before the election of its members, submit a report of its operations, of the questions which have been laid before it, of the result of the examinations and generally of the business which it has transacted and disposed of during the previous year.

Report.

Such report shall be submitted, in the form of minutes, for the approval of the general meeting, and shall remain in the archives of the Corporation in the custody of the secretary. R. S. 1941, c. 271, s. 15.

Form.

16. The functions of the Board of Management shall be:

Func-
tions:

(1) To maintain the discipline and honour of the body of land surveyors, and to pronounce censure upon any member guilty of any offence against such discipline or honour;

Discipline;

- Plaintes;** 2° De prévenir et concilier tous différends entre arpenteurs, d'entendre et juger toutes plaintes et réclamations de la part de tiers contre eux, et de punir les arpenteurs trouvés coupables des faits allégués dans telles plaintes et réclamations, suivant la gravité du cas, par la censure, l'amende ou la suspension de l'exercice de la profession; mais cette amende ne doit pas excéder la somme de cent dollars, et la suspension ne doit pas être pour un terme de plus de deux ans; Com-plaints;
- Certifi-cats;** 3° De délivrer ou refuser, après examen, tous certificats de capacité et d'admission demandés par les aspirants à l'étude ou à la pratique de la profession d'arpenteur; Certifi-cates;
- Assigna-tion;** 4° De mander devant lui, s'il est jugé nécessaire, tout arpenteur pratiquant en cette province; Summon members;
- Sanctions;** 5° De punir tout arpenteur, suivant la gravité du cas, en le privant de sa voix dans les assemblées générales, ou en lui refusant le droit de pratiquer comme arpenteur pendant un espace de temps qui ne peut excéder deux ans pour la première infraction, et qui ne peut s'étendre à plus de quatre ans, en cas de récidive ou de toute infraction subséquente; Punish-ments;
- Procé-dure;** 6° De déterminer, par des règlements, la manière dont les procédures relatives aux accusations contre les membres de la corporation doivent être portées devant le bureau; Proce-dure;
- Destitu-tion.** 7° De destituer à volonté les officiers et d'en nommer d'autres à leur place; mais nul officier n'est ainsi destitué que sur le vote de la majorité absolue des membres du bureau. S. R. 1941, c. 271, a. 16. Dismissal.
- Démis-sion.** 17. Tout arpenteur qui a payé ses contributions et contre lequel la corporation n'a aucune réclamation, peut donner avis au secrétaire-trésorier qu'il désire ne plus appartenir à la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec. Alors, en payant sa contribution pour l'année courante, il cesse immédiatement et par le fait seul de sa démission de faire partie de cette corporation et n'a plus le droit d'exercer sa profession. Resigna-tion.
- Réadmis-sion.** Un arpenteur qui se retire de la corporation après avoir donné avis comme Reinstatement.
- (2) To prevent and reconcile all misunderstandings between land surveyors, to hear and decide all complaints and accusations preferred by third parties against them, and to punish any land surveyor found guilty of the facts alleged in the said complaints or accusations, according to the gravity of the offence, by censure, fine or suspension from the practice of the profession; but no such fine shall exceed the sum of one hundred dollars, and no such suspension shall be for more than two years;
- (3) To grant or refuse, after examination, all certificates of capacity and admission applied for by candidates for the study or practice of the profession of land surveyor;
- (4) To order any land surveyor practising in this Province to appear before it, when the same is deemed necessary;
- (5) To punish any land surveyor according to the gravity of the offence, either by depriving him of his vote at general meetings or by forbidding his practising as a land surveyor for a period which shall not exceed two years for the first offence, and which shall not exceed four years for the second or any subsequent offence;
- (6) To regulate by by-law the procedure in complaints against members of the Corporation to be brought before the Board;
- (7) To dismiss, at pleasure, any officer, and to appoint another in his place; but no officer shall be so dismissed unless the absolute majority of the members of such Board have voted for his dismissal. R. S. 1941, c. 271, s. 16.
17. A land surveyor who has paid his contribution and against whom the Corporation has no claim may give notice to the secretary-treasurer that he no longer wishes to belong to the Corporation of Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec. He then, upon payment of his contribution for the current year, shall, *ipso facto* and at once, cease to be a member of the Corporation, and shall no longer have a right to practise his profession.
- A land surveyor who withdraws from the Corporation after having given notice

susdit, et qui désire entrer de nouveau dans cette corporation, a ce droit, pourvu qu'il paye une entrée de dix dollars, ou sa contribution pour les années écoulées depuis la date de sa retraite. S. R. 1941, c. 271, a. 17.

as above, and who desires to re-enter the said Corporation, shall be entitled so to do, provided he pays an entrance fee of ten dollars or his contributions for the years elapsed since his withdrawal. R. S. 1941, c. 271, s. 17.

Remplacement des membres du bureau.

18. En cas d'incapacité, tel que prévu par l'article 13, ou en cas de démission, d'absence, de maladie ou de décès des membres ou des officiers du bureau de direction, ils sont remplacés comme suit :

18. In case of disqualification as provided by section 13, or in case of the resignation, absence, sickness or death of any member or officer of the Board of Management, he shall be replaced as follows:

Replacing members of Board.

1° Le président, par l'un des deux vice-présidents, ou par un membre du bureau, la préséance étant donnée au plus ancien dans la pratique de la profession d'arpenteur;

(1) The president, by one of the two vice-presidents or a member of the Board, precedence being given according to seniority in the practice of the profession of land surveyor;

2° Les autres officiers, par des officiers temporairement choisis par le bureau de direction;

(2) The other officers, by officers temporarily chosen by the Board of Management;

3° Les membres, par d'autres membres choisis temporairement par le bureau de direction parmi les arpenteurs de la province.

(3) The members, by other members, temporarily chosen by the Board of Management from among the land surveyors of the Province.

Vacances.

S'il arrive dans le bureau de direction assez de vacances pour qu'il n'y ait pas de quorum, c'est l'assemblée générale qui remplit chaque vacance, et en telle circonstance, le secrétaire-trésorier convoque une assemblée générale dans le plus court délai possible. S. R. 1941, c. 271, a. 18.

If the vacancies in the Board of Management be such that there is no quorum, the general meeting shall appoint a person to fill each vacancy, and, under such circumstances, the secretary-treasurer shall call a general meeting within the shortest possible delay. R. S. 1941, c. 271, s. 18.

Vacancies.

§ 4. — Du secrétaire et de ses devoirs

§ 4.—Secretary and his Duties

Secrétaire.

19. Le secrétaire du bureau de direction est en même temps secrétaire-archiviste et secrétaire-trésorier.

19. The secretary of the Board of Management shall also be recording secretary and secretary-treasurer.

Secretary.

Cautionnement.

Dans les quinze jours après sa nomination, il doit fournir un cautionnement de mille dollars et en remettre le certificat au président du bureau. S. R. 1941, c. 271, a. 19.

He shall, within fifteen days after his appointment, give security to the extent of one thousand dollars, and deposit the certificate thereof in the hands of the president. R. S. 1941, c. 271, s. 19.

Security.

Devoirs:

20. Les devoirs du secrétaire sont :

20. The duties of the secretary shall be:

Duties:

Minutes;

1° De rédiger les délibérations et procédures des assemblées générales des arpenteurs de la province et des assemblées du bureau de direction dont il tient minute dans un livre à cette fin;

(1) To take down the proceedings of the general meetings of the Corporation and of the meetings of the Board of Management, minutes of which he shall enter in a book kept for that purpose;

Minutes;

Archives;

2° De déposer les archives dont il est le gardien dans un endroit sûr, déterminé par le bureau de direction;

(2) To deposit in a place of safety, indicated by the Board of Management, the records of which he is the custodian;

Records;

- Expéditions; 3° De délivrer les expéditions et autres papiers requis de lui, certifiés de sa main; et ces expéditions et papiers, ainsi signés et revêtus du sceau de la corporation, font preuve devant tout tribunal judiciaire de la province; Certify documents;
- Deniers. 4° De tenir la caisse de la corporation, recevoir et payer les sommes autorisées, déposer les deniers de la corporation dans une des banques d'épargne légalement constituées en cette province, et rendre compte, tous les ans, de son administration à l'assemblée générale des arpenteurs et chaque fois que le bureau de direction l'exige. S. R. 1941, c. 271, a. 20. Moneys.
- (3) To deliver copies and other documents which may be required, certified by him; and such copies and documents, so signed and sealed with the seal of the Corporation, shall be admitted as evidence in all courts of justice in the Province;
- (4) To keep the moneys of the Corporation, to receive and pay out all the sums authorized, to deposit the funds of the Corporation in an incorporated savings bank in this Province, and to render an account of his administration every year to the general meeting of the Corporation, and whenever he is called upon so to do by the Board of Management. R. S. 1941, c. 271, s. 20.

§ 5. — Des accusations

§ 5.—Complaints

- Syndic. 21. Le syndic représente devant le bureau de direction la partie poursuivante contre les arpenteurs inculpés. S. R. 1941, c. 271, a. 21. Syndic.
- Vote. 22. Lorsqu'il s'agit d'une matière ayant rapport à une accusation portée contre un arpenteur, le syndic qui est la partie poursuivante n'a pas le droit de voter. S. R. 1941, c. 271, a. 22. Voting.
- Procédure: 23. Il est procédé devant le bureau de direction sur les accusations portées par le syndic, en la manière suivante: Procedure:
- Serment; 1° Pour être reçue, toute plainte doit avoir été préalablement attestée sous serment par les parties plaignantes devant le président du bureau ou l'un des vice-présidents ou devant un juge de paix. Oath;
- Plainte soumise au bureau; 2° En recevant une plainte contre un des membres de la corporation, se rattachant à l'honneur, à la dignité, aux intérêts et aux devoirs de la profession, le syndic la soumet, sans délai, à une assemblée du bureau spécialement convoquée à cette fin, et, si la majorité du bureau trouve qu'il y a matière à investigation, il ordonne la mise en accusation de tel membre. Submission to Board;
- Dépôt; Il peut aussi, dans chaque cas, exiger de la partie poursuivante ou plaignante, le dépôt, entre les mains du secrétaire, d'une somme déterminée pour la garantie des frais de la partie adverse. Deposit;
- Acte d'accusation; 3° Sur cet ordre, le syndic rédige l'acte d'accusation selon la formule 1, et le Complaint;
21. The syndic shall represent, before the Board of Management, persons prosecuting any land surveyor accused. R. S. 1941, c. 271, s. 21.
22. Whenever any subject relating to a charge brought against a land surveyor is in question, the syndic who is prosecutor shall not be allowed to vote. R. S. 1941, c. 271, s. 22.
23. The procedure before the Board of Management upon any complaint brought by the syndic shall be as follows:
- (1) Before being received, every complaint must be previously sworn to by the complainant before the president of the Board of Management or one of the vice-presidents or before a justice of the peace.
- (2) The syndic, upon receiving any complaint against any member of the Corporation relating to the honor, dignity, interests or duties of the profession, shall submit the same, without delay, to a meeting of the Board specially convened for that purpose, and if the majority of the Board find there is sufficient matter for an investigation, they shall order the prosecution of such member.
- He may also in each case require, from the complainant or party prosecuting, a deposit with the secretary of a specified sum as security for the costs of the adverse party.
- (3) Upon such order, the syndic shall draw up the complaint according to form

Ordre.	transmet au secrétaire du bureau, qui en fait une copie, la signe et la fait signifier à l'accusé avec l'ordre du bureau, rédigé suivant la formule 2, lui enjoignant de comparaître en personne, devant le bureau, aux jour, lieu et heure indiqués. S. R. 1941, c. 271, a. 23.	1, and shall transmit it to the secretary of the Board, who shall make a copy thereof, sign it and cause it to be served, together with the order drawn up according to form 2, commanding the accused to appear in person before the Board on the day and at the place and hour mentioned therein. R. S. 1941, c. 271, s. 23.	Order.
Signification.	24. La signification de cet acte ou de tout autre acte de procédure se fait par ministère d'huissier. S. R. 1941, c. 271, a. 24.	24. The service of such complaint and of any other proceedings shall be made by a bailiff. R. S. 1941, c. 271, s. 24.	Service.
Délai.	25. Les délais d'assignation sont les mêmes que ceux mentionnés dans le Code de procédure civile pour la Cour supérieure. S. R. 1941, c. 271, a. 25.	25. The delays upon summons shall be the same as those mentioned in the Code of Civil Procedure for the Superior Court. S. R. 1941, c. 271, s. 25.	Delays.
Témoins.	26. Le bureau de direction possède le droit de requérir la présence des témoins et d'émettre des subpoena en conséquence.	26. The Board of Management shall have power to summon witnesses, and, for that purpose, to issue subpoenas.	Witnesses
Subpoena.	Ces subpoena, faits selon la formule 3, sont émis au nom du président du bureau, signés par le secrétaire et revêtus du sceau de la corporation.	Such subpoenas, drawn up according to form 3, shall be issued in the name of the president of the Board, signed by the secretary and sealed with the seal of the Corporation.	Subpoenas.
	Le bureau a les mêmes pouvoirs que les tribunaux de juridiction civile pour contraindre les témoins à comparaître et à donner leurs dépositions. S. R. 1941, c. 271, a. 26.	The Board shall have the same powers as civil courts to compel witnesses to attend and give evidence. R. S. 1941, c. 271, s. 26.	
Présence de l'accusé.	27. Le bureau de direction ne peut délibérer dans aucun cas d'accusation contre un arpenteur, qu'après avoir entendu ou dûment appelé l'arpenteur inculqué ou intéressé. S. R. 1941, c. 271, a. 27.	27. The Board of Management shall not deliberate on any complaint against a land surveyor until after having heard or duly summoned the land surveyor accused or interested. S. R. 1941, c. 271, s. 27.	Right to be heard.
Conseil.	28. Tout membre accusé peut se faire représenter ou assister par conseil ou par un arpenteur membre de la corporation. S. R. 1941, c. 271, a. 28.	28. Every accused member may be represented or assisted by counsel or by a land surveyor who is a member of the Corporation. R. S. 1941, c. 271, s. 28.	Counsel.
Décision.	29. Les raisons de toute décision du bureau sont consignées dans le procès-verbal et signées par le président ou le vice-président et le secrétaire; et le procès-verbal de toutes procédures doit contenir les noms des membres présents. S. R. 1941, c. 271, a. 29.	29. The reasons for any decision of the Board shall be fully set forth and signed, on the minutes thereof, by the president or vice-president and the secretary; and the minutes of all proceedings shall contain the names of the members present. R. S. 1941, c. 271, s. 29.	Decision.
Recouvrement des amendes, etc.	30. Les frais de poursuite, le montant des contributions, et les amendes imposées par la présente loi sont recouvrables avec	30. The costs of suit, the amount of the contributions and the fines hereby imposed shall be recoverable with costs,	Recovery of moneys.

dépens, et le recouvrement en peut être fait en justice, par le bureau de direction, en son nom corporatif.

Les sommes ainsi recouvrées appartiennent à la corporation pour son usage. S. R. 1941, c. 271, a. 30.

and the recovery thereof may be sued for by the Board of Management in its corporate name.

The sums so recovered shall belong to the Corporation for its use. R. S. 1941, c. 271, s. 30.

§ 6. — *De l'admission à l'étude*

Condi-
tions re-
quises.

31. Aucun aspirant ne peut être admis à l'étude de l'arpentage s'il n'a atteint l'âge de seize ans, et s'il n'a subi un examen, à la satisfaction du bureau de direction, sur les matières suivantes: la géographie universelle, les histoires de France, d'Angleterre et du Canada, l'histoire et les préceptes de la littérature française ou anglaise.

Langues
officielles.

De plus, l'aspirant doit posséder une connaissance suffisante d'une des langues officielles, et être capable de traduire correctement l'anglais en français ou le français en anglais, selon qu'il choisit le français ou l'anglais pour son examen.

Bacheliers
ès lettres.

Tout aspirant qui a subi l'épreuve du baccalauréat de rhétorique, dans un collège classique de cette province et y a conservé le nombre de points permettant d'obtenir le degré de bachelier ès lettres, et qui produit un certificat satisfaisant à cet effet, est dispensé de subir un examen sur les sujets mentionnés dans le présent article. S. R. 1941, c. 271, a. 31.

Mathé-
matiques.

32. En outre, pour être admis à l'étude, un aspirant doit subir, à la satisfaction du bureau de direction, un examen sur l'arithmétique, l'algèbre jusqu'aux équations du second degré inclusivement, sur la théorie et l'usage des logarithmes, la géométrie plane et la trigonométrie rectiligne. S. R. 1941, c. 271, a. 32.

Bacheliers
ès arts.

33. Les élèves de l'une des universités de cette province ou d'un collège affilié à telle université, qui ont obtenu le degré de bachelier ès sciences ou ès arts, en conservant soixante pour cent des points accordés sur les sujets mathématiques, et qui produisent un certificat à cet effet, peuvent être admis comme clerks d'arpenteurs sans avoir à subir d'examen sur les sujets prescrits par les articles 31 et 32. S. R. 1941, c. 271, a. 33.

§ 6.—*Admission to Study*

31. No candidate shall be admitted to the study of land surveying until he is sixteen years of age and unless he has passed an examination, to the satisfaction of the Board of Management, upon the following subjects: universal geography, the histories of England, France and Canada, the history and the principles of French or English literature.

Qualifica-
tions.

The candidate shall, moreover, have a sufficient knowledge of one of the official languages, and must be able correctly to translate English into French or French into English according as he shall choose French or English for his examination.

Lan-
guages.

A candidate who has taken the degree of Bachelor of Rhetoric in a classical college in this Province, and has taken the number of marks required to obtain the degree of Bachelor of Letters, and who produces a satisfactory certificate to that effect, need not pass an examination on the subjects mentioned in this section. R. S. 1941, c. 271, s. 31.

Bachelor
of Letters.

32. Every candidate for admission to study shall further pass an examination, to the satisfaction of the Board of Management, on arithmetic, on algebra as far as quadratic equations inclusively, on the theory and use of logarithms, on plane geometry and on plane trigonometry. R. S. 1941, c. 271, s. 32.

Mathe-
matics.

33. Students of the universities of this Province, or of colleges affiliated thereto, who have obtained the degree of Bachelor of Science or of Arts, and have taken sixty per cent of the marks granted for mathematical subjects, and who produce a certificate to that effect, may be admitted as surveyors' clerks without passing the examination on the subjects prescribed by sections 31 and 32. R. S. 1941, c. 271, s. 33.

Bachelor
of Science,
etc.

- 34.** L'aspirant à l'étude qui désire subir l'examen préliminaire, doit, au moins un mois avant le jour fixé pour cet examen, notifier par écrit le secrétaire de la corporation de son intention, et lui transmettre en même temps la somme d'un dollar pour que ledit avis soit noté et produit devant le bureau de direction. S. R. 1941, c. 271, a. 34.
- 34.** The candidate for admission to study who wishes to pass the preliminary examination shall, at least one month before the day fixed for such examination, notify in writing the secretary of the Corporation of such intention, and at the same time forward him the sum of one dollar for the recording and filing of such notice. R. S. 1941, c. 271, s. 34.
- 35.** En se présentant pour subir l'examen, l'aspirant doit verser la somme de vingt dollars à la caisse de la corporation comme honoraire d'examen. S. R. 1941, c. 271, a. 35.
- 35.** On presenting himself for examination, the candidate shall pay the sum of twenty dollars into the funds of the Corporation, as an examination fee. R. S. 1941, c. 271, s. 35.
- 36.** Après l'examen, s'il est admis comme clerc d'arpenteur par le bureau de direction, l'aspirant doit payer au secrétaire une somme de quatre dollars, comme honoraire pour son admission à l'étude de l'arpentage, et le bureau de direction lui délivre un certificat d'admission à l'étude de l'arpentage lui conférant le droit de se mettre sous brevet avec un patron, pour y faire un stage de quatre ans ou de trois ans, selon le cas de l'article 41 ou de l'article 46. S. R. 1941, c. 271, a. 36.
- 36.** After the examination, if he is admitted as a student in land-surveying by the Board of Management, the candidate shall pay a sum of four dollars to the secretary as his admission fee to the study of land-surveying, and the Board of Management shall deliver to him a certificate of admission to the study of surveying, giving him the right to become indentured to a patron, for a four years or a three years course in pursuance of section 41 or section 46, as the case may be. R. S. 1941, c. 271, s. 36.
- 37.** Dans le cas où l'aspirant faillit dans son examen, il lui est loisible de se présenter une seconde fois, à une assemblée subséquente, sans avoir à payer un nouvel honoraire. S. R. 1941, c. 271, a. 37.
- 37.** If the candidate fail in his examination, he may present himself a second time, at a subsequent meeting without being obliged to pay a further fee. R. S. 1941, c. 271, s. 37.
- 38.** Les élèves qui suivent la classe de préparation à l'école d'arpentage et de génie forestier de l'Université Laval à Québec et qui y sont admis à l'étude de l'arpentage, peuvent se mettre sous brevet avec un patron pour y faire un stage de trois ans ou de quatre ans, selon le cas. S. R. 1941, c. 271, a. 38.
- 38.** Pupils attending the preparatory class for the school of surveying and forestry engineering of Laval University at Quebec, and who are admitted to study surveying in such class, may become indentured to a patron for a three years or four years course, as the case may be. R. S. 1941, c. 271, s. 38.
- § 7. — De l'admission à la pratique**
- 39.** Pour être admis à la pratique de la profession d'arpenteur, dans la province, il faut :
- 39.** To be admitted to the practice of the profession of land surveyor in the Province it is necessary :
- Age; Avoir l'âge de vingt et un ans accomplis; To be at least twenty-one years of age; Age;
Examen; Avoir subi, d'une manière satisfaisante, un examen sur les matières dont la connaissance est exigée pour l'admission à l'étude et sur les sciences suivantes; To have undergone, in a satisfactory manner, an examination upon the subjects required for admission to study and upon the following sciences: Examination;

La géométrie, la trigonométrie rectiligne et sphérique (théorique et pratique), l'astronomie théorique et pratique, le dessin linéaire et topographique, le nivellement et autres matières se rapportant à la pratique de l'arpentage, l'usage et la théorie des instruments, la géologie, la minéralogie et la flore forestière du Canada, les procédés à suivre dans les opérations de bornage, l'examen des titres de propriété, et enfin tous les points de droit fondamentaux se rapportant à la délimitation du terrain.

Idem. Les aspirants doivent également subir un examen sur les matières suivantes, savoir: la géométrie analytique, la géométrie descriptive, le calcul différentiel, la physique, la chimie en rapport avec les minéraux, les éléments de mécanique, le dessin à main-levée et le dessin des plans. S. R. 1941, c. 271, a. 39.

Arpen- tage. **40.** Tout aspirant à la pratique de la profession doit faire, à la satisfaction du bureau de direction, une opération d'arpentage sur le terrain et en produire un plan avec son carnet d'opération. S. R. 1941, c. 271, a. 40.

Clérica- ture. **41.** Avant d'être admis à l'examen, l'aspirant à la pratique de la profession doit, s'il n'a pas suivi un cours d'arpentage dans une institution reconnue comme donnant ce cours, avoir servi régulièrement et fidèlement comme étudiant, pendant l'espace de quatre années consécutives, sous brevet notarié, sous un arpenteur dûment admis à la pratique pour la province, membre de la corporation, et autorisé à pratiquer, avoir reçu de cet arpenteur un certificat de service pendant cette période de temps, et avoir une année de pratique sur le terrain dans la province, soit avec son patron, soit avec un arpenteur aussi membre de la corporation et autorisé à pratiquer.

Avis. L'aspirant doit donner au secrétaire, au moins un mois d'avis de son intention de se présenter à l'examen, et transmettre avec cet avis la somme d'un dollar. S. R. 1941, c. 271, a. 41.

Hono- raires. **42.** Avant de subir son examen, le candidat qui se présente pour être admis

Geometry, rectilinear and spherical (theoretical and practical) trigonometry, theoretical and practical astronomy, linear and topographical drawing, levelling and all other questions relating to practical surveying, the use and theory of instruments, geology, mineralogy and the forest flora of Canada, the mode to be pursued in establishing boundary lines, the investigation of titles to property, and finally all fundamental questions of law connected with the measurement of lands.

Students must also pass an examination **Idem.** on the following subjects, namely: analytical geometry, descriptive geometry, differential calculus, physics, chemistry in its relation to minerals, the elements of mechanics, freehand drawing and the drawing of plans. R. S. 1941, c. 271, s. 39.

40. Every candidate for practice shall **Survey.** make, to the satisfaction of the Board of Management, a survey on the ground and produce a plan thereof with his field notes. R. S. 1941, c. 271, s. 40.

41. Before presenting himself for ex- **Clerk- ship.** amination, every candidate for the practice of the profession who has not followed a course of surveying in an institution recognized as giving such course, must also have regularly and faithfully served, during four consecutive years, as a student, under notarial indentures, with a land surveyor duly admitted to practice for the Province and being a member of the Corporation entitled to practise; have received from such land surveyor a certificate of service during such period; and have had one year's practice in the field in the Province either with his patron or with any other land surveyor who is also a member of the Corporation and entitled to practise.

The candidate shall give at least one **Notice.** month's notice to the secretary of his intention to present himself for examination, and with such notice forward the sum of one dollar. R. S. 1941, c. 271, s. 41.

42. Every candidate for admission to **Fees.** practice, before undergoing examination,

à la pratique doit verser dans la caisse de la corporation la somme de vingt dollars.

Après avoir subi son examen, il doit verser une somme additionnelle de vingt dollars avant de recevoir sa licence, et de plus, quatre dollars pour le certificat d'entrée au registre de la corporation des arpenteurs.

Dans le cas où le candidat faillit dans son examen, il lui est loisible de se présenter à tout examen subséquent, en payant, chaque fois qu'il se présente, un honoraire de cinq dollars. S. R. 1941, c. 271, a. 42.

shall pay twenty dollars into the funds of the Corporation.

After passing his examination and before receiving his license, he must pay a further sum of twenty dollars, and also a sum of four dollars for the certificate of entry in the register of the Corporation.

If the candidate fails in his examination, he may present himself at any future examination, by paying, whenever he may so present himself, a fee of five dollars. R. S. 1941, c. 271, s. 42.

Copie de
brevet.

43. L'aspirant à la pratique, qui a étudié sous brevet notarié avec un arpenteur, durant une période de quatre ans, de trois ans ou d'un an, selon le cas, ne peut être admis à l'examen si une copie certifiée de tel acte notarié n'a pas été transmise au secrétaire du bureau de direction au moins trente jours avant la date de l'examen.

Chaque fois que le secrétaire reçoit une copie de brevet notarié, avec la somme de deux dollars pour ses honoraires, il est tenu d'en accuser réception et de la garder dans ses archives.

Transfert. Il en est de même du transfert du brevet notarié d'un clerc d'arpenteur.

Dans les deux cas, l'acte n'est pas censé avoir été reçu si l'honoraire n'a pas été payé. S. R. 1941, c. 271, a. 43.

43. No candidate for admission to practice, who has studied under notarial indentures, with a surveyor, for a period of four years, three years or one year, as the case may be, may present himself for examination unless a certified copy of such indentures has been transmitted to the secretary of the Board of Management at least thirty days previous to the date of the examination.

Copy of
inden-
tures.

Whenever the secretary receives such copy of notarial indentures, together with the sum of two dollars as his fees, he shall acknowledge the receipt thereof and file it among his archives.

The same shall apply to a transfer of notarial indentures of a student in land-surveying. Transfer.

In both cases the deed shall not be considered as received unless the fee has been paid. R. S. 1941, c. 271, s. 43.

Serments. **44.** Aussitôt qu'il est admis à l'exercice de la profession, et avant de pouvoir l'exercer, tout arpenteur doit prêter et signer, par-devant le président du bureau ou l'un des vice-présidents, le serment d'allégeance, ainsi que le serment d'office qui suit:

« Je, A. B., jure solennellement de remplir fidèlement, sans faveur, affection ni partialité, mes devoirs comme arpenteur et membre de la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec, suivant la loi. » S. R. 1941, c. 271, a. 44.

44. Every land surveyor, as soon as he is admitted and before being able to practise his profession, shall take and subscribe, before the president of the Board or one of the vice-presidents, the oath of allegiance and the following oath of office:

Oaths.

"I, A. B., solemnly swear that I will faithfully, without favor, affection or partiality, perform my duties as a land surveyor and member of the Corporation of Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec, according to law." R. S. 1941, c. 271, s. 44.

Arpen-
teurs
d'autres
provinces.

45. Toute personne admise comme arpenteur pour la Puissance du Canada, ou dans une des provinces du Canada,

45. Any person admitted as a land surveyor for the Dominion of Canada, or for any of the Provinces of the Domin-

Surveyors
from out-
side Prov-
ince.

autre que celle de Québec, et dans laquelle il y a un bureau légalement constitué pour l'admission des arpenteurs, qui est porteur d'un diplôme de tel bureau, n'est tenu de servir sous brevet que pendant une période de douze mois consécutifs, et de prouver qu'il a eu au moins trois mois de pratique sur le terrain dans la province de Québec, après quoi il peut subir l'examen prescrit par la présente loi, en se conformant aux autres prescriptions de ladite loi; pourvu toutefois que tel bureau accorde le même privilège aux arpenteurs porteurs de diplôme dans la province de Québec. S. R. 1941, c. 271, a. 45.

Réserve.

Proviso.

46. Tout étudiant sous brevet qui a suivi, pendant au moins trois ans, les cours donnés à l'école d'arpentage et de génie forestier de Québec, en a obtenu le titre de bachelier en arpentage, et qui, pendant ce stage, a eu au moins neuf mois de service effectif sur le terrain dans la province de Québec, avec un arpenteur autorisé à pratiquer, peut, après ce stage, se présenter devant le bureau de direction en réunion annuelle, pour y subir son examen final et être admis à la pratique de l'arpentage, si cet examen est jugé satisfaisant. S. R. 1941, c. 271, a. 46.

Bachelier en arpentage.

Bachelor of surveying.

47. Quiconque a suivi un cours régulier des sciences déterminées par les lois de cette province peut être reçu arpenteur dans un collège, une école polytechnique, une université ou une école de cette province où l'on donne un cours complet, théorique et pratique, sur l'arpentage, ou qui, étant résidant dans la province de Québec, a suivi le cours d'instruction du Collège Royal de Kingston, et qui reçoit de tel collège, école ou université, après avoir subi un examen régulier, ses degrés ou diplômes d'ingénieur, d'arpenteur ou de bachelier ès sciences appliquées, ou qui a été admis membre de la société canadienne des ingénieurs civils en vertu de la Loi des ingénieurs civils (Statuts Refondus, 1941, chap. 270), n'est tenu, à la suite de l'obtention de ses degrés ou diplômes, de servir sous brevet que pendant douze mois, dont huit de service effectif sur le terrain. A l'expiration de ce stage de douze mois, telle personne a le droit de se présenter

Diplômés.

Holders of degrees.

ion, other than that of Quebec, in which there is a board lawfully authorized for the admission of land surveyors, and who holds a diploma from such board, is obliged to serve under written indenture for twelve consecutive months only, and to prove that he has had three months' practice in the field in the Province of Quebec, after which he may undergo the examination prescribed by this act, on complying with all the other provisions of the same; provided always that such board shall grant the same privileges to land surveyors holding diplomas in the Province of Quebec. R. S. 1941, c. 271, s. 45.

46. Any student under indentures who has followed for at least three years the courses given in the school of surveying and forestry engineering at Quebec, and has there obtained the degree of Bachelor of Surveying, and who, during such course, has had at least nine months' actual service in the field, in the Province of Quebec, with a surveyor who is authorized to practise, may, after such course, present himself before the Board of Management, at its annual meeting, for his final examination, and may be admitted to practice if such examination is found satisfactory. R. S. 1941, c. 271, s. 46.

47. Whosoever has followed a regular course of studies in all the branches of science required by law in order to be received as a land surveyor, in any university, college, polytechnic or other school, in this Province, where a complete course on theoretical and practical surveying is given, or who, being resident in the Province of Quebec, has followed the course of study in the Royal Military College of Kingston, and who has received from such university, college or school, after a regular examination, his diploma or degree as a civil engineer, land surveyor or Bachelor of Applied Science, or who has been admitted as a member of the Canadian Society of Civil Engineers in virtue of the Civil Engineers Act (Revised Statutes, 1941, Chap. 270), shall be bound, after obtaining such degree or diploma, to serve under indentures for twelve months only, eight of which shall consist of active service in

devant le bureau de direction pour subir l'examen voulu par la loi et d'être admise à pratiquer comme arpenteur dans la province, si son examen est jugé satisfaisant. Et toute personne qui jouit du privilège de ne subir qu'un seul examen devant le bureau de direction des arpenteurs pour être admise à la pratique de l'arpentage, paye trente dollars comme honoraire de tel examen. S. R. 1941, c. 271, a. 47.

the field. At the expiration of said twelve months, such person shall be entitled to present himself before the Board of Management and to undergo the examination required by law, and to be admitted to practice as a land surveyor in the Province, if his examination is considered satisfactory. Any person privileged to undergo only one examination before the Board of Management for admission to the practice of land surveying shall pay thirty dollars as the fee for such examination. R. S. 1941, c. 271, s. 47.

§ 8. — Dispositions diverses

Exercice
illégal.

48. Toute personne qui, sans avoir droit de pratiquer l'arpentage dans la province suivant les dispositions de la présente loi, pour paiement, ou promesse ou entente de paiement, de rémunération, d'indemnité ou de profit quelconque fait directement ou indirectement, exerce l'une quelconque des attributions d'un arpenteur dans cette province, ou prétend faussement être arpenteur de cette province, est passible d'une amende de cent à deux cents dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois pour une première infraction et, pour chaque infraction subséquente, d'une amende de deux cents à cinq cents dollars et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois.

Peine.

Poursuite.

Cette amende est recouvrable avec les dépens par voie d'action civile intentée au nom de la corporation des arpenteurs de la province de Québec devant la Cour supérieure ou devant la Cour de magistrat du district où l'infraction a été commise, selon la juridiction respective de ces tribunaux, et suivant les dispositions du Code de procédure civile relatives aux matières sommaires. S. R. 1941, c. 271, a. 48; 8-9 Eliz. II, c. 84, a. 2.

Hono-
raires des
arpen-
teurs.

49. Les arpenteurs pratiquant en vertu des dispositions de la présente loi, ont droit à des émoluments ou honoraires pour les opérations d'arpentage qu'ils font et les services professionnels qu'ils rendent en sus de leurs frais et déboursés.

Tarifs.

Ces honoraires ou émoluments sont réglés par les tarifs faits en vertu de l'article 5. S. R. 1941, c. 271, a. 49.

§ 8.—Miscellaneous

48. Any person who is not entitled to practise as a land surveyor in the Province, in accordance with the provisions of this act, and who, for any payment or promise of or understanding as to payment, reward, indemnity or profit whatever, direct or indirect, exercises any of the functions of a land surveyor in the Province, or falsely pretends to be a land surveyor of this Province, shall be liable to a fine of one hundred to two hundred dollars, and, in default of payment, to imprisonment for not more than three months for a first offence and, for each subsequent offence, to a fine of two hundred to five hundred dollars and, in default of payment, to imprisonment for not more than six months.

Illegal
practice.

Such fine shall be recoverable with costs by civil action taken in the name of the Corporation of Land Surveyors of the Province of Quebec before the Superior Court or the Magistrate's Court of the district, where the offence was committed, according to the respective jurisdiction of such courts and pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure respecting summary matters. R. S. 1941, c. 271, s. 48; 8-9 Eliz. II, c. 84, s. 2.

49. Surveyors practising under the provisions of this act are entitled to emoluments or fees for the surveying operations done by them, and the professional services rendered by them, in addition to their expenses and disbursements.

Fees.

Such fees and emoluments shall be regulated by tariffs made in virtue of section 5. R. S. 1941, c. 271, s. 49.

Tariffs.

Services
profes-
sionnels.

50. Parmi les services professionnels donnant droit à des émoluments ou à des honoraires, sont compris, entre autres: les voyages, déplacements, vacations, consultations écrites ou verbales et examens de pièces ou papiers. S. R. 1941, c. 271, a. 50.

50. Among the professional services entitling to emoluments or fees are journeys and attendance outside the office, attendances, written and verbal consultations and examinations of deeds and papers. R. S. 1941, c. 271, s. 50.

Profes-
sional
services.Modifica-
tion des
tarifs.

51. Le bureau de direction peut, à sa discrétion, augmenter, diminuer ou autrement modifier les tarifs des honoraires que les arpenteurs peuvent exiger pour services professionnels, et il doit faire imprimer, pour l'usage des arpenteurs pratiquants, chaque tarif et chaque modification et en adresser à chacun d'eux par la poste, ainsi qu'à chaque protonotaire de la Cour supérieure et à chaque greffier de la Cour de Magistrat, une copie authentiquée par la signature du secrétaire-trésorier et le sceau de la corporation.

51. The Board of Management may, when deemed expedient, increase, diminish or otherwise modify the tariffs of the fees which land surveyors may exact for professional services, and it shall order to be printed, for the use of practising land surveyors, every tariff and modification or amendment thereof, and shall address to each by mail, as well as to each prothonotary of the Superior Court and to each clerk of the Magistrate's Court, a copy authenticated by the signature of the secretary-treasurer and by the seal of the Corporation.

Changing
tariffs.Impres-
sion.

Printing.

Affichage.

Ces protonotaires et ces greffiers doivent tenir cette copie exposée dans un endroit apparent de leurs bureaux. S. R. 1941, c. 271, a. 51; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

Each such prothonotary and clerk shall keep such copy displayed in a conspicuous place in his office. R. S. 1941, c. 271, s. 51; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

Posting
tariffs.Approba-
tion.

52. Tout nouveau tarif et toutes modifications au tarif existant doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour avoir force et effet. S. R. 1941, c. 271, a. 52.

52. Every new tariff and every modification of the tariff for the time being shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council before having any force or effect. R. S. 1941, c. 271, s. 52.

Approval.

Preuve.

53. Les copies des tarifs et amendements mentionnées ci-dessus, ainsi que leurs extraits certifiés vrais, paraissant signés par le secrétaire-trésorier de la corporation et portant le sceau de la corporation, sont authentiques, font preuve de leur contenu et ont force de loi devant toute cour de justice. S. R. 1941, c. 271, a. 53.

53. Copies of the tariffs and amendments above mentioned as well as extracts therefrom, certified as true, appearing to be signed by the secretary-treasurer of the Corporation and bearing the seal of the Corporation, shall be authentic, make proof of their contents and have force of law before all courts of justice. R. S. 1941, c. 271, s. 53.

Proof.

Entraver
un arpen-
teur.

54. Quiconque, dans quelque partie de la province, interrompt, moleste ou entrave d'une manière quelconque un arpenteur dans l'accomplissement de ses devoirs, peut être, sur conviction du fait devant un tribunal de juridiction compétente, puni d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars, ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois à défaut de paiement, sans préjudice du recours civil que l'arpenteur ou toute autre personne peut exercer contre le délinquant,

54. Whosoever, in any part of the Province, interrupts, molests or interferes in any manner whatsoever with any land surveyor in the performance of his duties as land surveyor, may, upon conviction thereof before any court of competent jurisdiction, be punished by a fine of not more than twenty-five dollars or imprisonment for not more than two months in default of payment, without prejudice to any civil recourse which the land surveyor or any other person may

Molesting
surveyors.

Peine.

Penalty.

pour dommages à raison de telle infraction. S. R. 1941, c. 271, a. 54.

exercise against the offender for damages occasioned by such offence. R. S. 1941, c. 271, s. 54.

Droit
d'exercer.

55. 1. Nul ne peut agir en qualité d'arpenteur en cette province, à moins qu'il ne soit dûment autorisé à pratiquer comme tel, conformément aux dispositions de la présente loi.

55. (1) No one may act as a land surveyor in this Province unless he be duly authorized to practise as such, in conformity with the provisions of this act. Right to practise.

Empêchements.

2. Un arpenteur ne peut agir comme tel si, pour une raison légale, il en est empêché par un règlement ou une résolution du bureau de direction, fait et adopté en vertu de la présente loi, ou si son nom n'est pas inscrit sur le tableau officiel des arpenteurs publié chaque année, ou s'il ne peut produire un certificat du secrétaire-trésorier attestant que son nom peut être inscrit sur le tableau de l'année courante, ou s'il a cessé de faire partie de la corporation en vertu des dispositions de l'article 17. S. R. 1941, c. 271, a. 55.

(2) No surveyor may act as such if, for some legal reason, he be prevented by a by-law or resolution of the Board of Management made and passed under the authority of this act, or if his name be not on the official list of land surveyors published every year, or if he be unable to produce a certificate from the secretary-treasurer establishing that his name might be entered upon the list for the current year, or if he has ceased to be a member of the Corporation under the provisions of section 17. R. S. 1941, c. 271, s. 55. Disqualification.

Validité
des arpen-
tages.

56. Nul arpentage ni aucune des opérations qui entrent dans les attributions d'un arpenteur de cette province, telles que définies dans l'article 58, ne sont valides à moins qu'ils n'aient été exécutés par un arpenteur autorisé à pratiquer dans cette province, par la loi et les règlements de la corporation, ou faits sous la surveillance immédiate et personnelle de tel arpenteur. S. R. 1941, c. 271, a. 56.

56. No survey, nor any operations coming within the functions of a land surveyor of this Province, as defined by section 58, shall be valid unless performed by a land surveyor duly admitted to practise in the Province by law and the regulations of the Corporation, or made under his immediate personal supervision. R. S. 1941, c. 271, s. 56. Validity of surveys.

Signature
de docu-
ments.

57. Il est interdit à tout arpenteur, sous peine de nullité de ses actes et de suspension par le bureau de direction de signer ou certifier tout document quelconque se rapportant à une opération d'arpentage, qu'il n'a pas faite lui-même ou qui n'a pas été effectuée sous sa surveillance immédiate et personnelle, ou qui a été entreprise par une personne n'étant pas arpenteur. S. R. 1941, c. 271, a. 57.

57. Every surveyor is, under the penalty of the nullity of his proceedings and of suspension by the Board of Management, prohibited from signing or certifying any documents whatever, connected with any surveying operation which he has not himself performed, or which has not been carried out under his immediate personal supervision, or which has been undertaken by a person not a surveyor. R. S. 1941, c. 271, s. 57. Signing documents.

Attribu-
tions des
arpen-
teurs.

58. Tous arpentages de terrains, mesurages à fin de borner, bornages, levées des plans, plans, copies de plans, procès-verbaux, rapports, descriptions techniques de territoires, et tous documents ou toute opération d'arpentage ayant rapport au relevé des rivières et lacs, enfin toutes opérations quelconques se rapportant de quel-

58. All surveys of lands, measurements for boundary purposes, setting of boundaries, plotting of plans, plans, copies of plans, *procès-verbaux*, reports, technical descriptions of territories and all documents or surveying operations connected with the scaling of rivers and lakes, and, generally, all operations whatever Attributes of surveyors.

que manière que ce soit au bornage, mesurage, lotissement, piquetage de lots, calcul de superficie des propriétés de la province, aux divisions, subdivisions, redivisions et resubdivisions cadastrales, entrent dans les attributions d'un arpenteur de cette province, et ne peuvent être entrepris et exécutés que par un arpenteur, comme déterminé par l'article 56.

Réserve. Pourvu, cependant, que rien de contenu dans le présent article ne s'applique aux plans préparés en vertu des dispositions de la Loi sur les chemins de fer (S.R.C., 1952, chap. 234) et des modifications à celle loi. S. R. 1941, c. 271, a. 58.

Insaisissabilité.

59. Les minutes, papiers, plans, carnets d'opérations et les livres d'un arpenteur sont insaisissables; les instruments d'arpentage et de dessin sont aussi insaisissables, sauf par le vendeur pour le recouvrement du prix d'achat. S. R. 1941, c. 271, a. 59.

connected in any way with the bounding, measuring, laying out and picketing of lots, and the calculation of the area of lands, in the Province and the cadastral division, subdivision, re-division, and re-subdivision of such lands, fall within the attributes of a land surveyor of the Province and shall not be undertaken or executed except by a surveyor as prescribed by section 56.

Provided however that nothing in this section shall apply to plans prepared under the provisions of the Railway Act (R.S.C., 1952, Chap. 234) or any amendment thereto. R. S. 1941, c. 271, s. 58.

59. No minutes, papers, plans, field-notes or books of a land surveyor shall be liable to seizure, nor shall his surveying and drawing instruments, except by the vendor for the recovery of the purchase price. R. S. 1941, c. 271, s. 59.

Property not seizable.

SECTION II

DES ARPENTAGES

§ 1. — Des mesures et étalons

Comparaison.

60. Chaque arpenteur doit comparer l'étalon de longueur qu'il est tenu de garder, avec l'étalon de longueur, mesure anglaise, et l'étalon de mesure française, comparés et corrigés d'après les étalons de ces mesures établis en cette province et fournis par le ministre des terres et forêts. S. R. 1941, c. 271, a. 60.

Dépôt des étalons.

61. L'étalon de longueur, mesure française, et le modèle de l'étalon de longueur, mesure anglaise, qui doivent continuer à servir d'étalon de mesure pour les fins de la présente loi, doivent être déposés entre les mains du secrétaire des arpenteurs géomètres de la province de Québec. S. R. 1941, c. 271, a. 61.

Examen des étalons de mesure.

62. Le secrétaire a le pouvoir, comme le ministre des terres et forêts, d'examiner, éprouver et estamper l'étalon de mesure

DIVISION II

SURVEYING OF LAND

§ 1.—Measures and Standards

60. Every land surveyor shall compare the standard measure of length which he is bound to keep, with the standard of English measure of length, and the standard of French measure of length, compared with and corrected by the standard for such measures established in this Province and supplied by the Minister of Lands and Forests. R. S. 1941, c. 271, s. 60.

61. A standard of French measure of length, as well as a standard of the English measure of length, which shall continue to serve as the standard of measures for the purposes of this act, shall be deposited in the hands of the secretary of the Corporation of Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec. R. S. 1941, c. 271, s. 61.

62. The secretary shall have the same power as the Minister of Lands and Forests to examine, test and stamp the

Verification of standards.

Deposit of standards.

Examining standards.

de longueur qui lui est soumis.

Hono-
raires.

Pour chaque étalon de mesure qu'il examine, le secrétaire a droit à un honoraire de cinquante centins. S. R. 1941, c. 271, a. 62.

L'arpen-
teur doit
avoir des
étalons de
mesure.

63. Tout arpenteur régulièrement admis à la profession et pratiquant dans cette province, doit, sous peine de perdre sa licence ou son certificat, se procurer, garder en sa possession et faire examiner, corriger, estamper ou vérifier de toute autre manière, par le ministre des terres et forêts, ou par quelque autre personne par lui autorisée, ou par le secrétaire du bureau de direction des arpenteurs, un étalon de mesure de longueur. S. R. 1941, c. 271, a. 63.

Vérifica-
tion des
instru-
ments.

64. Tout arpenteur doit, avant de commencer un arpentage, vérifier sur cet étalon la longueur de ses chaînes et autres instruments d'arpentage. S. R. 1941, c. 271, a. 64.

§ 2. — Des chaîneurs

Serment.

65. Tout chaîneur, avant de commencer à chaîner ou à mesurer, est tenu de jurer ou affirmer par serment prêté devant l'arpenteur qui l'emploie:

- 1° Qu'il opérera comme tel avec justesse et précision, et au meilleur de son jugement et de son habileté;
- 2° Qu'il rendra un compte exact et fidèle de son chaînage ou mesurage à l'arpenteur qui l'a nommé;

3° Qu'il n'est nullement intéressé dans l'arpentage en question, et qu'il n'est ni parent ni allié d'aucune des parties intéressées à l'arpentage, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement.

Parents
des
parties.

Quiconque est allié ou parent des parties intéressées jusqu'au degré ci-dessus mentionné, ne peut être employé comme chaîneur dans un arpentage. S. R. 1941, c. 271, a. 65.

§ 3. — Des pouvoirs et devoirs des arpenteurs, quant aux arpentages

Droit de
passage.

66. Tout arpenteur, de même que ceux qui l'aident, peut, dans l'exécution des devoirs de sa profession, passer sur les

standard measures of length submitted to him.

For each standard measure examined ^{Fee.} by him the secretary shall be entitled to a fee of fifty cents. R. S. 1941, c. 271, s. 62.

63. Every land surveyor duly admitted to the profession and practising in this Province shall, under penalty of forfeiting his license or certificate, procure, keep in his possession and cause to be examined, verified, corrected and stamped or otherwise certified by the Minister of Lands and Forests, or by some other person by him duly authorized, or by the secretary-treasurer, a standard measure of length. R. S. 1941, c. 271, s. 63.

64. Every such surveyor shall, before proceeding on any survey, verify by such standard the length of his chains and other measuring instruments. R. S. 1941, c. 271, s. 64.

§ 2.—Chain-Bearers

65. Every chain-bearer, before he commences his chaining or measuring, shall take an oath or affirmation before the land surveyor in whose employ he is: ^{Oath.}

- (1) That he will do his work as such correctly and to the best of his judgment and ability;
- (2) That he will render a true and faithful account of his chaining or measuring to the land surveyor by whom he has been appointed;

(3) That he is absolutely disinterested in the survey in question, and that he is not, within the degree of cousin german inclusively, related or allied to any of the parties interested in the survey.

No person related or allied to any of the parties within the said degree may be employed as a chain-bearer upon any survey. R. S. 1941, c. 271, s. 65. ^{Relatives of parties}

§ 3.—Powers and Duties of Land Surveyors respecting Surveys of Land

66. Any land surveyor, as well as those who assist him, may, in the performance of his professional duties, pass ^{Right of passage.}

	propriétés de qui que ce soit et y faire les opérations qu'il juge nécessaires.	over the property of any person and thereon perform the operations he may deem necessary.	
Domma- ges.	Si l'arpenteur, par lui-même ou par ses aides, cause quelque dommage en accomplissant ses opérations, la partie lésée a son recours contre lui et peut adopter les procédures ordinaires pour arbitrage dans des cas semblables.	If the land surveyor, either personally or by his assistants, causes any damage in carrying out his operations, the party aggrieved shall have recourse against him and may adopt the ordinary proceedings for arbitration in similar cases.	Damages.
Recours de l'ar- penteur.	L'arpenteur a son recours contre la partie pour laquelle il a opéré, à moins que les dommages ne proviennent de sa propre faute. S. R. 1941, c. 271, a. 66.	The land surveyor shall have his recourse against the party for whom he worked unless the damages result from his fault. R. S. 1941, c. 271, s. 66.	Recourse of sur- veyor.
Interro- gatoires sous serment.	67. Lorsqu'un arpenteur est dans l'incertitude au sujet de la véritable borne ou de la limite d'un terrain qu'il est chargé d'arpenter, ou relativement à toute autre chose affectant cet arpentage, il peut interroger sous serment toute personne qu'il croit en état de donner des renseignements importants, ou en possession d'écrits, plans ou documents quelconques, concernant telles bornes ou limites. S. R. 1941, c. 271, a. 67.	67. When any land surveyor is in doubt as to the true boundary or limit of a tract of land which he may be employed to survey, or as to any other matter affecting the said survey, he may interrogate, under oath, any person whom he thinks capable of giving him important information or who is in possession of any writings, plans or documents touching such boundaries or limits. R. S. 1941, c. 271, s. 67.	Interro- gation on oath.
Subpoena.	68. Si cette personne refuse de donner volontairement les renseignements ou documents requis, sur production faite par l'arpenteur ou par la personne qui l'emploie, au bureau de la Cour de magistrat pour le comté ou pour le district où l'arpentage a lieu, ou au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour tel district, d'une réquisition pour <i>subpoena</i> ou <i>subpoena duces tecum</i> , suivant le cas, accompagné d'un affidavit ou d'une déclaration solennelle des faits reçus devant un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure pour prendre des affidavits, ou le protonotaire de ce tribunal, le juge de la Cour supérieure résidant dans tel district, en terme ou en vacances, ou, en son absence, tout juge de ce tribunal, peut contraindre toute telle personne à comparaître devant l'arpenteur, aux temps et lieu fixés dans le subpoena, et à apporter avec elle tout papier, plan ou document y mentionné ou auquel il est référé. S. R. 1941, c. 271, a. 68; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.	68. If such person refuses to voluntarily give information or to produce the documents required, upon such land surveyor or the party employing him filing in the Magistrate's Court in the county or district where the survey is being made, or in the prothonotary's office of the Superior Court for such district, a requisition for a <i>subpoena</i> or <i>subpoena duces tecum</i> , as the case may require, accompanied by an affidavit or by a solemn declaration of the facts, made before a justice of the peace, a commissioner of the Superior Court for receiving affidavits, or the prothonotary of such court, the judge of the Superior Court residing in such district, in term or out of term, or, in his absence, any judge of the Court, may compel any such person to appear before the land surveyor at the time and place mentioned in the <i>subpoena</i> , and to bring with him any writing, plan or document mentioned or referred to therein. R. S. 1941, c. 271, s. 68; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.	Subpoena.
Signifi- cation.	69. La signification du subpoena se fait en la manière voulue par le Code de procédure civile. S. R. 1941, c. 271, a. 69.	69. The service of the <i>subpoena</i> shall be effected in the manner prescribed by the Code of Civil Procedure. R. S. 1941, c. 271, s. 69.	Service.

Mépris de cour.

70. Toute personne ainsi assignée — ses dépenses raisonnables lui ayant été payées ou offertes — qui refuse ou néglige de comparaître ainsi que l'exige le subpoena, est coupable de mépris de cour, sujette à un mandat d'arrêt, et peut être condamnée à l'amende ou à la prison, à la discrétion du juge. S. R. 1941, c. 271, a. 70.

70. If the person so commanded to appear, after being paid or tendered his reasonable expenses, refuses or neglects to appear as commanded by the said subpoena, he shall be deemed guilty of a contempt of court and shall be subject to arrest on warrant, and may be punished by fine or imprisonment in the discretion of the judge. R. S. 1941, c. 271, s. 70. Contempt of court.

Bornes.

71. Tout arpenteur arpentant ou mesurant des terres dans la province doit, chaque fois que les parties le requièrent, poser une ou plusieurs bornes de pierre, d'au moins cinq pouces d'épaisseur, ou des bornes en fonte de pas moins de quatre pouces de diamètre, ou en fer de pas moins de deux pouces de diamètre, soit pour marquer la limite d'une propriété, soit pour indiquer la direction d'une ligne de division, et dont la longueur doit être d'au moins six pouces hors de terre, entre deux cantons, ou entre deux paroisses, ou une paroisse et un canton, ou entre les terres publiques non concédées et une paroisse ou canton; et d'au moins trois pouces hors de terre entre les terres possédées par des particuliers dans une paroisse ou dans un canton; et d'au moins douze pouces en terre, pour toutes les bornes.

Sous ces bornes l'arpenteur doit mettre des morceaux de brique, ou de faïence, ou de poterie, ou du mâchefer, ou du verre cassé; et, dans la campagne, devant chaque borne, un poteau de bois équarri.

Dans le cas où il est impossible d'enfoncer en terre une pierre pour borne, l'arpenteur peut faire percer un trou dans le roc et y insérer jusqu'à une profondeur d'au moins six pouces, une tige de fer, de cuivre, ou de plomb, ou d'un autre métal durable, de pas moins d'un pouce de diamètre, laquelle doit excéder le roc de six pouces à l'extérieur. S. R. 1941, c. 271, a. 71.

71. Every land surveyor who surveys or measures lands in the Province shall, when thereunto required by the parties, place one or more boundary marks of stone at least five inches thick, or cast metal monuments of not less than four inches in diameter, or iron monuments of not less than two inches in diameter, either to mark the boundary of any property or to show the course of any division line; of which boundary marks the length above ground shall be six inches at least between two townships, or between two parishes or a parish and a township, or between public lands not conceded and a parish or township; and at least three inches above the ground between lands held by any persons in a parish or township; and at least twelve inches in the ground in every case. Boundary marks.

Under such boundary marks, he shall place pieces of brick or delf or earthenware, slag-iron or broken glass, and in the country parts a post of squared timber before every boundary mark.

In cases where no stone can possibly be placed in the ground for a boundary, a hole may be drilled into the rock and an iron, copper, leaden or other durable metal bar, not less than one inch in diameter, be driven not less than six inches into the same, leaving six inches above the rock. R. S. 1941, c. 271, s. 71.

Peine.

72. L'arpenteur qui agit en contravention avec l'article 71 est sujet, pour chaque contravention, à une amende qui ne doit pas excéder vingt dollars. S. R. 1941, c. 271, a. 72.

72. A land surveyor acting in contravention of section 71 shall be liable for each offence to a penalty which shall not be more than twenty dollars. R. S. 1941, c. 271, s. 72. Penalty.

Passage illégal de bornes.

73. Quiconque, autre qu'un arpenteur géomètre ayant dûment qualité pour pratiquer sa profession, pose ou plante des

73. Any person not being a land surveyor duly qualified to practise his profession, who places or plants boundaries Illegally placing marks.

- bornes telles que décrites à l'article 71, est passible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois. S. R. 1941, c. 271, a. 73.
- as described in section 71, shall be liable to a fine of not more than fifty dollars, and, in default of payment, to imprisonment for not more than two months. R. S. 1941, c. 271, s. 73.
- Enlèvement de bornes.** **74.** Quiconque, volontairement et illégalement, efface, dérange ou déplace une borne, ou autre marque ou poteau placé par un arpenteur dans l'exécution de ses devoirs, est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars.
- Removing marks.** **74.** Whosoever voluntarily and illegally effaces, alters or removes any boundary stone or other mark or post placed by any land surveyor in the performance of his duties, shall be liable to a fine not exceeding one hundred dollars.
- Poursuite.** Cette amende peut être recouvrée devant tout tribunal compétent, par la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec, ou par toute personne intéressée dans le bornage affecté par un des actes ci-dessus. S. R. 1941, c. 271, a. 74.
- Suit.** Such fine may be recovered before any court of competent jurisdiction, by the Corporation of Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec, or by any person interested in the boundary line affected by any of the above acts. R. S. 1941, c. 271, s. 74.
- Saisie.** **75.** À défaut de paiement de l'amende infligée et des frais, dans les quinze jours après le prononcé du jugement, les biens de la personne ainsi condamnée peuvent être saisis et vendus, jusqu'à concurrence de telle amende et des frais; et, à défaut de biens suffisants, la personne condamnée peut être emprisonnée pour un temps n'excédant pas trente jours; mais cette personne, peut, en tout temps, obtenir son élargissement, en acquittant l'amende et les frais. S. R. 1941, c. 271, a. 75.
- Seizure.** **75.** In default of the payment of the fine imposed, with the costs, within fifteen days after the rendering of the judgment, the property of the person so condemned may be seized and sold, up to the amount of the said fine and costs; and in default of sufficient property the person so condemned may be imprisoned for a term of not more than thirty days; but such person may, at any time, obtain his discharge by paying such fine and costs. R. S. 1941, c. 271, s. 75.
- Prison.**
- Imprisonment.**
- Procès-verbal.** **76.** L'arpenteur, dans le cas où il pose des bornes, est tenu, lorsqu'il a terminé son opération, d'en dresser un procès-verbal, déclarant dans ce document, sous peine de nullité, qu'il a le droit de pratiquer sa profession, à la réquisition de qui et en quel temps il a opéré, la résidence des parties, leur qualité, son propre nom, sa résidence et la date à laquelle il a dressé ce procès-verbal. S. R. 1941, c. 271, a. 76.
- Procès-verbal.** **76.** A land surveyor, if he plants any boundary marks, shall, as soon as he has finished his operations, draw up a *procès-verbal* thereof, declaring in such document, on pain of nullity, that he is entitled to practise his profession, at whose request and when he performed the operations, the residence of the parties, their callings, his own name and residence and the date upon which he prepared such *procès-verbal*. R. S. 1941, c. 271, s. 76.
- Idem.** **77.** En outre, dans le procès-verbal, l'arpenteur doit mentionner les titres ou documents qu'on lui a exhibés se rapportant à l'ouvrage qu'il a été appelé à faire. Il doit aussi détailler fidèlement toutes ses opérations et consigner au procès-verbal tous les renseignements de nature à faire trouver et constater l'identité des bornes qu'il a posées et les lignes qu'il a établies.
- Idem.** **77.** In addition, the land surveyor shall mention in the *procès-verbal* the titles or documents exhibited to him in connection with the work he was called upon to perform. He shall also faithfully detail all his operations and enter in the *procès-verbal* all information of a nature to enable the boundary marks which he has planted and the lines which he has established to be found and identified.

Enregis-
trement.

Les registrateurs sont tenus, lorsqu'ils en sont requis, d'enregistrer les procès-verbaux d'arpentage sur les lots affectés. S. R. 1941, c. 271, a. 77.

Registrars are bound, when thereunto required, to register the *procès-verbaux* of surveys against the lots affected. R. S. 1941, c. 271, s. 77.

Signature.

78. L'arpenteur doit aussi faire signer le procès-verbal par les parties, si elles sont présentes, ou par leurs représentants autorisés, si elles peuvent et veulent signer; et, si elles ou aucune d'elles ne sont pas présentes ou ne peuvent ou ne veulent pas signer, il doit être fait mention de ce fait, et toute partie qui donne son assentiment au dit procès-verbal, et qui est incapable de signer, est tenue de faire sa marque en présence d'un témoin qui doit signer.

78. The land surveyor shall also cause such *procès-verbal* to be signed by the parties, if they are present, or by their authorized representatives if they are able and willing to sign; and if they or any of them are not present or are unable or unwilling to sign, mention of the fact shall be made, and every party assenting to the said *procès-verbal*, but unable to sign, shall make his mark in presence of a witness who signs.

Notes des
opéra-
tions.

L'arpenteur, dans l'exécution de ses fonctions, lors même qu'il n'est pas appelé à poser des bornes, doit tenir note, dans un carnet à cet effet, de toutes ses opérations d'arpentage, indiquant la date de ses opérations, le nom des parties pour lesquelles il a travaillé, et une désignation des terrains sur lesquels il a opéré. S. R. 1941, c. 271, a. 78.

The land surveyor, in the performance of his duties, even if he is not called upon to place boundary marks or monuments, shall keep notes, in a note-book used for that purpose, of all his surveying work, mentioning the date of his operations, the names of the persons for whom he did the work, and a description of the land upon which he worked. R. S. 1941, c. 271, s. 78.

Conser-
vation du
procès-
verbal.

79. Il est tenu de conserver ce procès-verbal comme minute, et d'en donner des copies à ceux qui les demandent moyennant rémunération basée sur le tarif des arpenteurs. S. R. 1941, c. 271, a. 79.

79. He shall preserve the said *procès-verbal* as a minute, copies of which he shall, upon being paid therefor according to the land surveyor's tariff, give to the parties who may require them. R. S. 1941, c. 271, s. 79.

Réper-
toire.

80. Les arpenteurs doivent, sous peine d'une amende de vingt dollars, tenir d'année en année et en bon ordre, un répertoire ou index de leurs procès-verbaux, rapports et plans.

Dans ce répertoire ou index, ils doivent entrer consécutivement, par ordre de dates et de numéros, les noms des parties aux procès-verbaux, rapports ou plans et le numéro des terrains arpentés, sous peine d'une amende de pas moins de vingt dollars. S. R. 1941, c. 271, a. 80.

80. Land surveyors shall, yearly, under penalty of a fine of twenty dollars, make and keep, in good order, a repertory or index to their *procès-verbaux*, reports and plans.

In such repertory or index they shall enter, consecutively, according to dates and in numerical order, the names of the parties to the said *procès-verbaux*, reports or plans, and the number or numbers of the lots surveyed, under penalty of not less than twenty dollars. R. S. 1941, c. 271, s. 80.

Inter-
lignes, etc.

81. L'arpenteur ne peut faire aucune interligne ni rature dans la minute ou dans les copies du procès-verbal.

Le nombre de mots rayés et de renvois à la marge est mentionné dans la minute,

81. No land surveyor must enter any interlineations or make any erasure in his minutes or in the copies of a *procès-verbal*.

The number of words struck out and the number of marginal notes shall be

et ils sont signés des initiales des parties et de l'arpenteur, ou de ceux d'entre eux qui peuvent signer; et dans les copies, des initiales de l'arpenteur, autrement ces copies sont nulles et de nul effet. S. R. 1941, c. 271, a. 81.

mentioned in each of his minutes, and such erasures and marginal notes shall be initialed by the parties and the land surveyor or by those who can sign, and, in the case of copies, by the land surveyor, otherwise such copies shall be null and void. R. S. 1941, c. 271, s. 81.

Bornes
dans les
cités,
etc.

82. Dans les cités, villes ou autres lieux de la province, où, à raison des circonstances locales, il est impossible de poser des marques ou bornes en pierre, l'arpenteur mentionne le fait dans son procès-verbal; il fixe les limites et décrit ses opérations en désignant les rues, propriétés voisines et autres objets fixes, de manière que tout autre arpenteur puisse, à l'aide de tel procès-verbal, répéter les opérations, et constater les limites, points, lignes et autres particularités y désignées. S. R. 1941, c. 271, a. 82.

82. In cities, towns and other places in the Province where, from local circumstances, boundary stones or marks cannot be placed, the land surveyor in his *procès-verbal* shall mention the fact; he shall fix the boundaries and shall describe his operations by referring to streets, neighboring properties and other fixed objects, so as to enable any other land surveyor, from such *procès-verbal*, to repeat the operations and ascertain the boundaries, points, lines and other particulars therein mentioned. R. S. 1941, c. 271, s. 82.

Boun-
daries in
cities, etc.

Arpentage
dans les
cantons.

83. L'arpenteur faisant un arpentage dans un canton, doit se guider sur les arpentages qui y ont été préalablement faits par ordre de l'autorité compétente. Dans tout canton arpenté, les lignes primordiales tant intérieures qu'extérieures, qui ont été tracées, établies, ou rétablies sur le terrain en vertu d'instructions émises par l'autorité compétente, et acceptées par elle, sont et restent les lignes véritables dudit canton, qu'elles soient conformes ou non aux lignes projetées dans lesdites instructions; et tout poteau ou borne planté en exécution des instructions susdites par un arpenteur ayant dûment qualité est déclaré véritable et ne peut être déplacé que par l'autorité compétente. Et s'il arrive que ces lignes, poteaux ou bornes sont oblitérés, effacés, perdus ou déplacés, leur rétablissement doit s'effectuer conformément aux dispositions des articles 84 à 87.

83. A land surveyor employed to make any survey in a township shall govern himself by the surveys already made under order of the competent authority. In every surveyed township, the original lines, whether internal or external, which have been run, established or reestablished on the ground, under instructions issued by the competent authority and accepted by it, shall be and remain the true lines of such township, whether they are or are not in conformity with the lines mentioned in said instructions; and every post, boundary mark or monument planted in execution of such instructions by a duly qualified land surveyor is declared to be true, and shall not be removed except by the competent authority; and if any such lines, post, boundary or monument be obliterated, effaced, lost or removed, the reestablishment thereof shall be effected according to sections 84 to 87.

Surveys in
town-
ships.

Par autorité compétente, on doit entendre soit la Législature, soit le lieutenant-gouverneur en conseil, soit une cour de justice. S. R. 1941, c. 271, a. 83.

By competent authority is meant the Legislature, or the Lieutenant-Governor in Council, or a court of law. R. S. 1941, c. 271, s. 83.

§ 4. — Du mesurage de certaines lignes

§ 4.—Measuring of certain Lines

Recon-
naissance
de bornes.

84. Lorsque les poteaux ou marques de délimitation entre des lots ou rangs de lots sont effacés, déplacés ou perdus, l'ar-

84. Whenever it happens that the posts or boundary marks between any lots or ranges of lots have been effaced,

Ascer-
taining
boun-
daries.

arpenteur est autorisé, par la présente loi, à faire prêter serment aux témoins et à les interroger aux fins de constater les bornes primitives. S. R. 1941, c. 271, a. 84.

removed or lost, the land surveyor may administer the oath to witnesses and examine them for the purpose of ascertaining the former boundaries. R. S. 1941, c. 271, s. 84.

Rétablis-
sement de
bornes.

85. Si les bornes primitives ne peuvent être constatées, tel arpenteur doit mesurer la distance exacte entre les poteaux, limites ou bornes reconnus comme les plus rapprochés, et diviser cette distance en autant de lots que le même espace en contenait dans l'arpentage primitif, en assignant à chacun d'eux une largeur proportionnée à celle qui était fixée dans cet arpentage primitif, tel que l'indiquent les plans et notes d'opérations déposés au bureau du ministre des terres et forêts. S. R. 1941, c. 271, a. 85.

85. If such former boundaries cannot be ascertained, the land surveyor shall measure the true distance between the nearest undisputed posts, limits or boundaries, and divide such distance into such number of lots as the same space contained in the original survey, giving to each a breadth proportionate to that intended in the original survey as shown on the plan and field notes thereof of record in the office of the Minister of Lands and Forests. R. S. 1941, c. 271, s. 85.

Resta-
blishing
boun-
daries.

Lignes
droites.

86. Si une partie d'une ligne extérieure, d'une ligne centrale, ou d'une ligne de concession ou de rang, qui devait être droite dans l'arpentage primitif, se trouve oblitérée ou perdue, alors l'arpenteur tire une ligne droite entre les deux points ou endroits les plus rapprochés où telle ligne peut être reconnue et constatée d'une manière claire et satisfaisante, et il place les poteaux ou bornes intermédiaires qu'il est requis de placer, dans la ligne ainsi reconnue et constatée; les limites de chaque lot ainsi reconnues en sont les véritables limites. S. R. 1941, c. 271, a. 86.

86. If any part of any outside line, central line, concession or range line intended in the original survey to be straight has been obliterated or lost, the land surveyor shall then run a straight line between the two nearest points or places where such line can be clearly and satisfactorily ascertained, and shall plant such intermediate posts or boundaries as he may be required to plant in the line so ascertained, and the limits of each lot so ascertained shall be the true limits thereof. R. S. 1941, c. 271, s. 86.

Straight
lines.

Autori-
sation.

87. Dans le cas de lignes extérieures ou de lignes centrales, l'arpenteur ne peut procéder à leur rétablissement que sur l'autorisation du ministre chargé de la direction des arpentages, d'après les instructions qui lui sont données à cette fin. Dans le cas où cette opération est faite à la demande de particuliers ou de municipalités, les frais peuvent être à la charge de ces particuliers ou de ces municipalités. S. R. 1941, c. 271, a. 87.

87. In the case of outside or central lines, the land surveyor must not proceed to reestablish them except under the authorization of the Minister having the control of surveys, and according to instructions given for that purpose; and, in case such operation is made upon the request of private individuals or of municipalities, the costs may be at the charges of such private individuals or of such municipalities. R. S. 1941, c. 271, s. 87.

Authori-
zation of
Minister.

Ligne
méridi-
enne, etc.

88. Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, charger un arpenteur de faire le tracé d'une ligne méridienne, où il le juge à propos, ou déterminer le rhumb de vent d'une ligne tracée entre certains points ou objets fixes, de manière à ce que tout arpenteur puisse constater la déclinaison de l'aiguille aimantée. S. R. 1941, c. 271, a. 88.

88. The Lieutenant-Governor may, at any time, direct a land surveyor to draw a meridian line wherever he may think proper, or to determine the bearings between certain fixed points and objects, so as to enable a land surveyor thereby to ascertain the variation of the magnetic needle. R. S. 1941, c. 271, s. 88.

Meridian
lines, etc.

Lignes directrices dans les cantons.

89. Les lignes latérales des lots dans un canton sont établies et tracées sur l'azimut ou rhumb de vent de la ligne qui, dans les instructions ordonnant l'arpentage de ce canton, est indiquée comme étant la directrice de ces lignes latérales dans chaque rang qu'elle affecte. Cette directrice est tantôt l'une des lignes extérieures du canton, tantôt la ligne centrale, et quelquefois une autre ligne quelconque, selon que les latérales des lots sont montrées sur les plans officiels déposés aux archives des arpentages, comme étant parallèles à l'une ou à l'autre de ces lignes.

Arpentages après 1908.

Ce mode d'établir les lignes latérales des lots est le seul suivi dans les cantons dont l'arpentage a été effectué après le 25 avril 1908 (date de l'entrée en vigueur de la loi 8 Edouard VII, chapitre 61). S. R. 1941, c. 271, a. 89.

Lignes établies avant 1908.

90. Les lignes latérales des lots, établies avant le 25 avril 1908, et suivant la loi en vigueur lors de leur établissement, sont et restent valides.

Règle générale.

De plus, lorsque, avant le 25 avril 1908, les lignes latérales d'un ou de plusieurs lots dans un rang de canton, ont été établies avant toute autre ligne, conformément à l'usage suivi dans quelques parties de la province, depuis un poteau d'un rang au poteau correspondant dans le rang adjoignant au-dessus ou au-dessous, et que ces lignes n'ont pas été révoquées par autorité judiciaire, l'arpenteur établissant les lignes latérales de ce rang est tenu de suivre le même mode de division dans la délimitation des lots restant à borner dans le même rang. Hors de ces circonstances, les lignes latérales des lots sont établies conformément aux dispositions de l'article 89. S. R. 1941, c. 271, a. 90.

Lignes de subdivision.

91. Les lignes de subdivision dans un canton sont établies de la manière susdite, à partir des poteaux ou piquets de division plantés ou établis sur le front de chaque rang ou ligne de concession. S. R. 1941, c. 271, a. 91.

Front des rangs.

92. Le front d'un rang doit s'entendre de la ligne de rang la plus basse, dans la série des numéros désignant chacun des rangs d'un canton:

89. The side lines of lots in a township shall be established and traced on the azimuth or bearing of the lines which, in the instructions for the survey of such township, is indicated as governing the side lines in each range which it affects. This guiding line shall be either one of the outside lines of the township or a central line, or some other line, according as the side lines of the lots are shown, on official plans deposited among records of surveys, as lines parallel to one or other of such lines.

Guiding lines in townships.

This means of establishing the side lines of lots shall be the only one followed in townships surveyed after the 25th of April, 1908 (the date of the coming into force of the act 8 Edward VII, Chapter 61). R. S. 1941, c. 271, s. 89.

Surveys after 1908.

90. The side lines of the lots established before the 25th of April, 1908, in accordance with the law in force when they were established, shall be and remain valid.

Lines established before 1908.

Moreover when, before the said date, the side lines of one or more lots in a range of a township have been established before any other line, in accordance with the usage followed in some parts of the Province, from a post of one range to the corresponding one in the adjoining range above or below, and such lines have not been revoked by judicial authority, the land surveyor establishing the side lines of such range shall follow the same method of division in running the boundary lines of the lots remaining to be bounded in the same range. Except as aforesaid, the side lines of lots shall be established according to the provisions of section 89. R. S. 1941, c. 271, s. 90.

General rule.

91. The subdivision lines of a township shall be drawn in the manner above stated from the posts or division pickets planted or established on the front of each range or concession line. R. S. 1941, c. 271, s. 91.

Sub-division lines.

92. The front of a range shall be understood to be the lowest range line in the series of numbers designating the several ranges of a township:

Front of ranges.

Ainsi, le front du premier rang d'un canton est la ligne de division qui le sépare du canton, de la seigneurie ou de la rivière sur lesquels il est appuyé;

Le front du deuxième rang est la ligne de division entre le premier et le deuxième rang;

Le front du troisième rang, la ligne entre le deuxième et le troisième rang, et ainsi de suite. S. R. 1941, c. 271, a. 92.

Thus the front of the first range of a township is the division line which separates it from the township, seigniorly or river upon which it rests;

The front of the second range is the division line between the first and second ranges;

The front of the third range is the division line between the second and the third ranges, and so on. R. S. 1941, c. 271, s. 92.

Idem.

93. Lorsque dans un canton, le front du premier rang se trouve être une ligne sur laquelle il n'a pas été planté de poteau de division, ou qu'il se trouve borné par la rive d'un lac ou d'un cours d'eau, sur laquelle il n'existe aucun semblable poteau, la ligne du front doit se reporter sur la ligne de rang la plus proche au-dessus du premier, et les lignes latérales des lots doivent être tracées à partir des poteaux qui sont plantés, ou de ceux qui les ont légalement remplacés, dans les deux sens en directions opposées pour le premier et le second rang, le front étant commun aux deux. S. R. 1941, c. 271, a. 93.

93. When, in a township, the front of the first range happens to be a line on which no division posts have been planted, or is formed by the shore of a lake or water course on which there is no such post, the front line referred to is the range line next above the first, and the side lines of the lots shall be traced from the posts planted thereon, or from those which have been lawfully substituted for them on either side, in opposite directions for the first and the second ranges, the front being common to both. R. S. 1941, c. 271, s. 93.

Destruction des poteaux.

94. S'il arrive que, à la fois, sur la ligne de front et sur la ligne de profondeur d'un rang, la série entière des poteaux qui marquaient les lots ait été détruite soit par le temps, soit par le feu, soit par toute autre cause, la subdivision de ces lots doit être faite de nouveau, conformément aux articles 84 et suivants, c'est-à-dire au plan officiel de l'arpentage primitif et aux lignes latérales établies et tracées, à partir des poteaux plantés comme ci-dessus. S. R. 1941, c. 271, a. 94.

94. If both on the front and rear lines of any range the entire series of posts marking out the lots have been destroyed, either by lapse of time or by fire or from any other cause, the subdivision of such lots shall be made anew in conformity with sections 84 and following, that is, with the official plan of the original survey, and to the side lines established and drawn from the posts so planted, as above described. R. S. 1941, c. 271, s. 94.

Limites des lots.

95. Les lignes latérales établies comme dit antérieurement, depuis les poteaux qui désignent un lot sur le front de rang jusqu'à la ligne de profondeur de ce rang, forment avec la partie de cette dernière comprise entre les lignes latérales et la partie de la ligne de front entre lesdits poteaux, les limites de tel lot. S. R. 1941, c. 271, a. 95.

95. The side lines established as aforesaid, from the posts marking a lot on the front of a range, to the rear line of such range, shall, with the part of such latter line between the side lines and the parts of the front line between the said posts, form the boundaries of such lot. R. S. 1941, c. 271, s. 95.

§ 5. — Dispositions diverses

§ 5.—Miscellaneous

Copies de documents au ministre.

96. Tout arpenteur provincial est tenu de délivrer au ministre des terres et forêts, s'il le requiert, copie certifiée des plans ou

96. Every provincial land surveyor shall, upon being paid therefor according to the land surveyors' tariff, deliver to

Copies of documents to Minister.

minutes d'arpentage qu'il a pu faire pour des particuliers, moyennant rémunération basée sur le tarif des arpenteurs, et ce, sous peine de destitution ou suspension de sa charge, s'il ne montre valables causes devant le bureau de direction des arpenteurs géomètres de la province de Québec. S. R. 1941, c. 271, a. 96.

the Minister of Lands and Forests, whenever the latter shall require the same, any certified copy of plans or minutes of any survey which said surveyor may have performed for any person, under pain of dismissal or suspension from his office, unless he shows sufficient cause before the Board of Management of the Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec. R. S. 1941, c. 271, s. 96.

Faux renseignements.

97. L'arpenteur qui, dans un rapport d'inspection ou d'évaluation des terres de la couronne, vacantes ou vendues, induit en erreur, avec connaissance de cause, le ministre des terres et forêts ou ses représentants, par de fausses données, est aussi sujet aux peines mentionnées dans l'article 96. S. R. 1941, c. 271, a. 97.

97. Any land surveyor who, in any report of inspection or valuation respecting Crown lands, whether vacant or sold, wilfully leads into error the Minister of Lands and Forests or his representatives, by false information, shall also be liable to the penalties set forth in section 96. R. S. 1941, c. 271, s. 97.

False information.

Dépôt des greffes.

98. Les minutes, répertoire et index de tout arpenteur qui meurt, laisse la province, devient inhabile à agir comme tel par suite d'interdiction ou destitution de sa charge, ou qui cesse volontairement de pratiquer, sont déposés par lui ou par la personne aux soins de laquelle il les a laissés, ou par son curateur, sa veuve, ses enfants, ses héritiers ou légataires, suivant le cas, dans le bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district dans lequel cet arpenteur pratiquait ou résidait en dernier lieu.

98. The minutes, repertories and indexes of every surveyor who dies, leaves the Province, becomes incapacitated from acting owing to interdiction or removal from office, or who voluntarily ceases practising, shall be deposited by him or by the person in whose charge he has left them, or by his curator, widow, children, heirs, or legatees, as the case may be, in the office of the prothonotary of the Superior Court for the district in which such surveyor last practised or had his residence.

Deposit of records.

Vente d'un greffe.

Cependant, un arpenteur, de son vivant, ou ses héritiers après sa mort, peuvent vendre ou donner tel greffe à un autre arpenteur, s'ils jugent plus avantageux de faire la chose ainsi. Alors, la personne qui devient ainsi propriétaire d'un greffe, doit en donner avis au protonotaire du district. S. R. 1941, c. 271, a. 98.

Nevertheless, a land surveyor, during his lifetime, or his heirs after his death, may sell or give such set of records to another land surveyor if they think proper. In such case the person who so becomes owner of such set of records shall give notice thereof to the prothonotary of the district. R. S. 1941, c. 271, s. 98.

Sale of records.

Délai.

99. Ce dépôt doit se faire dans les trente jours qui suivent la cause lui donnant lieu, sauf le cas de décès où le délai est de soixante jours. S. R. 1941, c. 271, a. 99.

99. Such deposit must be made within thirty days after the happening of the event which gives rise thereto, except in the case of death, when the delay shall be sixty days. R. S. 1941, c. 271, s. 99.

Delay.

Défaut de faire le dépôt.

100. Toute personne obligée au dépôt et qui refuse ou néglige de le faire, est passible d'une amende de cinquante dollars pour chaque mois de retard, à compter du délai fixé par l'article 99. S. R. 1941, c. 271, a. 100.

100. Every person who is obliged to make such deposit and who refuses or neglects to make the same shall be liable to a fine of fifty dollars for each month's delay, counting from the delay fixed by section 99. R. S. 1941, c. 271, s. 100.

Failure to make deposit.

Avis.

101. Aussitôt que le syndic est informé qu'un greffe d'arpenteur est devenu sujet au dépôt et que ce dépôt n'est pas effectué dans le délai voulu, il doit en donner avis au protonotaire du district où le dépôt doit être fait. S. R. 1941, c. 271, a. 101.

101. So soon as the syndic is informed that a surveyor's records have become subject to be deposited, and that such deposit has not been effected within the prescribed delay, he must give notice to the prothonotary of the district where such deposit should be made. R. S. 1941, c. 271, s. 101.

Revendication par protonotaire.

102. Sur refus ou négligence de toute personne obligée d'effectuer ce dépôt, le protonotaire est tenu de poursuivre, d'une manière sommaire, dans les trente jours qui suivent l'avis qui lui est donné par le syndic de la corporation des arpenteurs, le recouvrement et la possession de ce greffe, par action en revendication devant un juge de la Cour supérieure dans le district, en terme ou en vacances.

102. Upon the refusal or neglect of any person obliged to effect such deposit, the prothonotary shall sue, in a summary manner, within the thirty days following the notice given to him by the syndic of the Corporation, for the recovery and possession of such records, by suit in revendication before a judge of the Superior Court in the district, in term or in vacation.

Rapport.

Il est aussi tenu de faire rapport de ses procédures au président de la corporation des arpenteurs sans retard inutile.

He shall also report his proceedings to the president of the Corporation without unnecessary delay.

Amende.

A défaut par le protonotaire de remplir ces devoirs, il est personnellement passible d'une amende de cinquante dollars pour chaque mois de retard. S. R. 1941, c. 271, a. 102.

Upon the failure of the prothonotary to discharge such duties, he shall be personally liable to a fine of fifty dollars for each month's delay. R. S. 1941, c. 271, s. 102.

Copies.

103. Le protonotaire doit délivrer à toute personne qui en fait la demande, copies des documents contenus dans les greffes qu'il a reçus en dépôt, et ce, sur paiement des honoraires d'usage. S. R. 1941, c. 271, a. 103.

103. The prothonotary shall, upon payment of the customary fees, deliver to any person requiring the same, copies of all documents contained in the records deposited with him. R. S. 1941, c. 271, s. 103.

Reprise de l'exercice.

104. Lorsqu'un arpenteur a été interdit, a été absent de la province, ou s'est retiré de la corporation, et est de nouveau admis à pratiquer, il peut reprendre possession de son greffe s'il désire se remettre à pratiquer.

104. When a surveyor has been interdicted or is absent from the Province or has withdrawn from the Corporation and is again admitted to practice, he may retake possession of his records if he wishes to resume practice.

Remise du greffe.

Dans aucun cas, le protonotaire ne doit se dessaisir du greffe à moins que l'arpenteur ne lui remette un certificat du président de la corporation, constatant qu'il n'est sous le coup d'aucune peine disciplinaire et qu'il a le droit de pratiquer. S. R. 1941, c. 271, a. 104.

In no case shall the prothonotary give up the records unless the land surveyor hands him a certificate from the president of the Corporation, establishing that he is not under any disciplinary penalties and that he has a right to practise. R. S. 1941, c. 271, s. 104.

§ 6. — Dispositions spéciales

§ 6.—Special Provisions

Arpentage à la demande des municipalités.

105. Attendu que, dans plusieurs cantons, quelques lignes ou parties de lignes de concessions n'ont pas été tirées lors de l'arpentage primitif, exécuté par ordre

105. Whereas, in several townships, some of the concession lines or parts of concession lines were not drawn at the time of the original survey performed

	<p>de l'autorité compétente, que les traces ou indices de quelques-unes de ces lignes ont été oblitérées, et que l'absence de ces lignes peut exposer les habitants de ces concessions à des inconvénients graves; en conséquence, le conseil d'une municipalité de canton, paroisse, ville ou village, dans lequel se trouve telle concession, peut, comme par le passé, sur requête de la moitié des propriétaires résidant dans une concession, ou sans requête, s'adresser au lieutenant-gouverneur pour le prier de faire relever les lignes ou parties de lignes de telle concession qui ont été oblitérées, et de les faire marquer par des bornes en pierre permanentes, sous la direction et par l'ordre du ministre des terres et forêts en la manière prescrite par la présente loi, et aux frais des propriétaires de terres de la concession intéressée. S. R. 1941, c. 271, a. 105.</p>	<p>under competent authority, and the traces or marks of some of these lines have been obliterated, and whereas owing to the want of such lines, the inhabitants of such concessions are subject to serious inconvenience; therefore the council of any township, parish, town or village municipality in which such concession is situated may, as heretofore, on application of one-half the resident property-owners in any concession, or even without such application, petition the Lieutenant-Governor, praying him to cause any such line or part of a line of such concession which has been obliterated, to be surveyed and marked by permanent stone boundaries under the direction and upon the order of the Minister of Lands and Forests in the manner prescribed by this act and at the cost of the property-owners of the concession interested. R. S. 1941, c. 271, s. 105.</p>
Mode de tirer les lignes.	<p>106. Les lignes de telle concession doivent être tirées de manière à laisser à chacune des concessions adjacentes une profondeur proportionnée à celle que l'on avait en vue lors de l'arpentage primitif.</p>	<p>106. The lines of such concession shall be so drawn as to leave each of the adjacent concessions of a depth proportionate to that intended in the original survey.</p>
Permanence.	<p>Les lignes ainsi relevées et marquées deviennent les lignes frontières permanentes de telle concession, à toutes fins et intentions quelconques. S. R. 1941, c. 271, a. 106.</p>	<p>The line so surveyed and marked shall be thereafter the permanent boundary lines of such concession, to all intents and purposes. R. S. 1941, c. 271, s. 106.</p>
Dépenses.	<p>107. Le conseil se fait soumettre une évaluation de la somme requise pour défrayer les dépenses à encourir afin de la prélever sur lesdits propriétaires, en proportion de la quantité des terres qu'ils possèdent respectivement dans telle concession.</p>	<p>107. The council shall cause to be laid before them an estimate of the sum required to defray the expenses to be incurred, in order that the same may be levied on the said property-owners in proportion to the quantity of land held by them respectively in such concession.</p>
Prélèvement.	<p>La manière de prélever cette somme est la même que celle autorisée par la loi pour toute fin. S. R. 1941, c. 271, a. 107.</p>	<p>The manner of levying such amount shall be the same as that authorized by law for any other purpose. R. S. 1941, c. 271, s. 107.</p>
Paiement.	<p>108. Les frais de tel arpentage sont payés par le secrétaire-trésorier du conseil de la municipalité de canton, paroisse, ville ou village, aux personnes employées à ces services sur le certificat et l'ordre du ministre des terres et forêts. S. R. 1941, c. 271, a. 108.</p>	<p>108. The expenses of such surveys shall be paid, on the certificate and order of the Minister of Lands and Forests, by the secretary-treasurer of the council of the municipality of such township, parish, town or village, to the persons who have rendered such services. R. S. 1941, c. 271, s. 108.</p>
Bornage des lots.	<p>109. Tout conseil municipal d'un canton, d'une paroisse, d'une ville ou d'un</p>	<p>109. Every municipal council of a township, parish, town or village adopting</p>

village, décidant par une résolution, sur la requête de la moitié des propriétaires y résidant qui doivent en être affectés, alléguant qu'il est désirable de placer des bornes en pierre ou autres bornes durables, en front ou en arrière, ou aux angles de front et de profondeur des lots d'une concession, ou de partie de concession ou rang qui y sont respectivement situés, peut s'adresser au lieutenant-gouverneur, en la manière prescrite dans les articles 105 et suivants, le priant de faire un relevé de telle concession ou rang et de faire poser des bornes, sous l'autorité du ministre des terres et forêts. S. R. 1941, c. 271, a. 109.

a resolution, on application of one-half the resident property-owners to be affected thereby, that it is desirable to place stone boundary marks or other durable monuments at the front or at the rear, or at the front and rear angles of the lots in any concession or part of a concession or range therein situated respectively, may make application to the Lieutenant-Governor in the manner prescribed by sections 105 and following, praying him to cause a survey of such concession or range to be made and such boundaries to be planted under the authority of the Minister of Lands and Forests. R. S. 1941, c. 271, s. 109.

Bornes.

110. Les bornes ainsi posées doivent être en pierre ou autres matériaux durables et être posées, par les personnes employées à l'arpentage, en front ou en arrière ou aux angles de front et de profondeur de chacun des lots; les limites de chaque lot ainsi constatées et marquées en sont considérées les véritables limites. S. R. 1941, c. 271, a. 110.

110. The boundary marks so planted shall be in stone or other durable material, and be planted, by those employed in the survey, in front or in rear or at the front and rear angles of each lot; and the limits of each lot so ascertained and marked shall be the true limits thereof. R. S. 1941, c. 271, s. 110.

Boundary marks.

Frais.

111. Les frais d'arpentage sont payés de la manière indiquée dans l'article 108. S. R. 1941, c. 271, a. 111.

111. The costs of survey shall be defrayed in the manner prescribed in section 108. R. S. 1941, c. 271, s. 111.

Cost.

FORMULES

1. — (Article 23)

Accusation par le syndic

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de . }

Au président et aux membres du bureau de direction des arpenteurs géomètres de la province de Québec.

Je, A. B., syndic élu pour le bureau de direction des arpenteurs géomètres de la province de Québec, informe votre bureau que C. D., écuyer, un des membres de la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec, demeurant à _____, est accusé, sous le serment de personnes dignes de foi, d'avoir par E. F., de, etc., etc., que le dit C. D. (*réciter ici l'infraction*);

FORMS

1.—(Section 23)

Complaint by the Syndic

PROVINCE OF QUEBEC, }
District of . }

To the president and members of the Board of Management of the Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec.

I, A. B., syndic elected for the Board of Management of the Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec, beg to inform your Board that C. D., Esquire, one of the members of the Corporation of the Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec, residing at _____, is accused under oath of persons worthy of belief, namely by E. F., of etc., that the said C. D., (*here describe the offence*);

Pourquoi, je A. B., demande qu'il soit émané un ordre enjoignant au dit C. D., de comparaître devant le bureau, pour qu'il soit procédé sur la présente information suivant le cours de la loi et de la justice.

Wherefore, I, A. B., pray that an order do issue commanding the said C. D. to appear before the Board, in order that proceedings upon the present information be had according to law and justice.

À , ce jour de , At , this day
19 . A. B., , 19 A. B.,

S. R. 1941, c. 271, formule 1. syndic.

R. S. 1941, c. 271, form 1. Syndic.

2. — (Article 23)

2.—(Section 23)

Ordre du bureau

Order of the Board

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de .}

PROVINCE OF QUEBEC, }
District of .}

Par le président et les membres du bureau de direction des arpenteurs géomètres de la province de Québec.

By the president and members of the Board of Management of the Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec.

À C. D., écuyer, arpenteur de la province de Québec,

To C. D., Esquire, land surveyor, of the Province of Quebec;

SALUT:

GREETING:

Vous êtes, par le présent, requis de comparaître en personne par-devant nous, en notre bureau, en la cité de , le jour de , à heures , pour alors répondre à la plainte dont copie est ci-dessus écrite, portée contre vous par A. B., écuyer, syndic du bureau de direction des arpenteurs géomètres de la province de Québec.

You are hereby required to appear in person, before us, in our office in the city of , on the day of , at o'clock in the noon, to answer the complaint, copy of which is hereinabove written, brought against you by A. B., Esquire, Syndic of the Board of Management of the Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec.

Et vous êtes informé que, faute par vous de comparaître devant nous, aux jours, heure et lieu ci-dessus mentionnés, il sera procédé par défaut sur ladite plainte.

And you are informed that in default of your appearing before us on the day and at the hour and place above mentioned, proceedings will be had by default on the said complaint.

Donné à , sous le sceau de la corporation, le seing de notre président et le contreseing de notre secrétaire, ce jour de , 19 .

Given at , under the seal of the Corporation and signature of our president and the counter-signature of our secretary-treasurer, this day of , 19 .

(L. S.) F. S.,
L. M., président.
secrétaire.

(L. S.) F. S.,
L. M., President.
Secretary.

S. R. 1941, c. 271, formule 2.

R. S. 1941, c. 271, form 2.

3. — (Article 26)

Subpoena

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de . }

Par le président et les membres du bureau de direction des arpenteurs géomètres de la province de Québec.

À A. B., de , SALUT:
Nous vous enjoignons par le présent à vous et à chacun de vous, de comparaître en personne, devant nous, en notre chambre, en la cité de , le jour de , à heures pour rendre témoignage et dire la vérité sur tout ce que vous connaissez d'une plainte portée devant nous par , écuyer, syndic du bureau de direction des arpenteurs géomètres de la province de Québec, contre C. D., écuyer, membre de la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec.

Et n'y manquez pas, sous les peines voulues par la loi.

Donné en la cité de , sous le sceau de notre corporation et le seing de notre secrétaire ce jour de , 19 .

L. M.,
secrétaire.

(L. S.)

S. R. 1941, c. 271, formule 3.

3.—(Section 26)

Subpoena

PROVINCE OF QUEBEC, }
District of . }

By the president and members of the Board of Management of the Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec.

To A. B., of , GREETING:
We hereby command you, and each and every one of you, to appear, in person, before us at our office, in the city of , on the day of , at o'clock in the noon, to give evidence and to speak the truth upon all you know respecting the complaint laid before us by , Esquire, Syndic of the Board of Management of the Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec, against C. D., Esquire, member of the Corporation of Land Surveyors and Geometers of the Province of Quebec.

And herein fail not under the penalties provided by law.

Given at the city of , under the seal of our corporation and signature of our secretary, this day of , 19 .

L. M.,
Secretary.

(L. S.)

R. S. 1941, c. 271, form 3.